L'unité

N°25 - 2F50 Hebdomadaire socialiste 14 juillet 1972



Etats-Unis

LE CANDIDAT DE L'ESPOIR

Fondation Jean-Jaurès

Pourquoi ces nationalisations ? / Et une vidéo pour Arthur ! / A droite, toute / Les requins de la Côte

Sommaire

3 Gouvernement : A droite, toute...

4 L'homme du mois

5 Editorial : Le légionnaire et le peuple

6 Socialisme : Pourquoi ces nationalisations ?

8 Parti socialiste : A l'unanimité

9 O.r.t.f. : Et une vidéo pour Arthur!

10 La résistible ascension du chevalier Arthur Anniversaire : Une longue nuit sans lampions

11 A contre-pied

12 Etats-Unis : le candidat de l'espoir

14 Tourisme : Ohayo Gozai-masu, Paris ! Voile : L'argent n'a pas payé

15 Télévision : Au risque de vous plaire

16 Vacances : La France perd ses colonies

17 Cinéma : La politique sur l'oreiller

18 Document : Les requins de la Côte

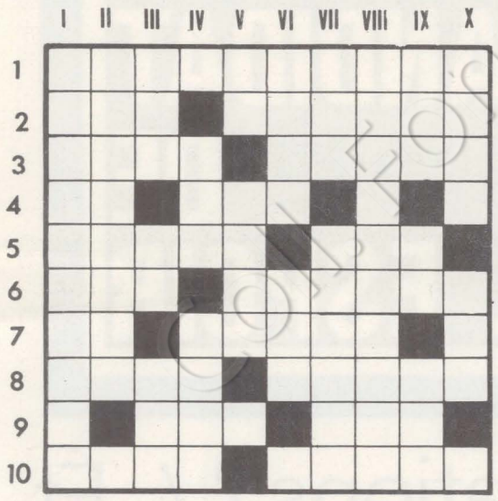
21 Livres : A glisser dans la valise

24 Ma part de vérité : Ni russe ni suédois, par François Mitterrand

PHOTOS ET DESSINS

Jean-Pierre Coureuil (pages 3, Gamma (page 4) Keystone (page 9) André Peristein (pages 14, 16, 19) Sabadel (pages 13, 18) Simonnet (page 8) Jules Sullivan (page 4) Teich (page 11) U.p.i. (pages 1, 12, 13) Vasco (pages 4, 15).

Mots croisés



PROBLEME N ° 25

HORIZONTALEMENT :

1. Qui va bien au-delà de nos frontières. - 2. Peut mener à l'échec. Faire le fanfaron. - 3. Myriapode végétarien. Même nouveau, il a un arrière-goût de déjà vu. - 4. Pronom. A moitié crispé. - 5. Il a l'air de prier. Font plier même les plus solides. - 6. Rarement arrivés par hasard. Faciles. - 7. Les deux mêmes. Canines. - 8. De même. Critère de blancheur. - 9. Jadis faisait bouillir. Porte la balle. - 10. Situation entraînée par un métal. Mais s'il a eu tort, il avait raison !

EN DIAGONALE :

Homme de chambre !

VERTICALEMENT :

1. Personne ne vient partager sa peine. - 2. Vantèrent. - 3. Se rappelle au bon souvenir du gastronome. Un champion. Fit du bruit à Rome. - 5. En pièces. Pour l'attraper, le chasseur doit imiter le cri du chèque. - 6. C'est l'excès. Il porte une charge. - 7. Coule en Suisse. A une vie qui manque de réjouissances. - 8. Il peut être javanais. - 9. Quand traversera-t-il Paris ? Direction. C'est la Terre, mais c'est vieux. - 10. Morceaux d'histoire. Raconta les déambulations d'un israélite.

SOLUTION DU N ° 24

HORIZONTALEMENT : 1. Stalingrad. - 2. Péril. Aide. - 3. Escalator. - 4. HR. OR. EC (Essai). - 5. Tiédeur. SR. - 6. RT. Osa. - 7. Créer. Aven. - 8. Laque. Ri. - 9. Ecu. Rendre. - 10. Sées. Poète.

EN DIAGONALE : Secrétaire.

VERTICALEMENT : 1. Spectacles. - 2. Tes. Racé. - 3. Archevêque. - 4. Liard. Eu. - 5. III. Errer. - 6. Août. EP (Epée). - 7. Gâter. Arno. - 8. Rio (de Oro). Ovide. - 9. Adresse. RT. - 10. Dé. Crantée.

Rédaction : 5 rue Viollet-le-Duc (Paris 9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta (Paris 10e) Tél. : 208.23.50
Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION

Serge Richard (rédacteur en chef) Claude Fuzier, Guy Perrimond, Jean-Marie Borzeix, Nicolas Brimo, Michèle Backmann, Robert Butheau, Gisèle Charzat, Henri-P. Marc, Daniel Mitrani, Gilberte Muller, Christiane Peyre, Maurice Séveno, Pierre Thibault, Claude Vintoux, Antoine Violet ; André Perlstein (photos).

SEC. DE REDACTION-MAQUETTES

Nicole Chaillot

AVEC LA COLLABORATION DE

Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Yves Durrieu, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Pierre Joxe, Pierre Lavau, Emile Loo, François Mitterrand, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddeï.

ADMINISTRATION

Conseiller technique : François de Grossouvre
Relations extérieures : J.A. Niel
Publicité : Michèle Pancaldi
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : Les Nouvelles Editions de l'An 2 000.

© Fondation Jaurès

A droite, toute...

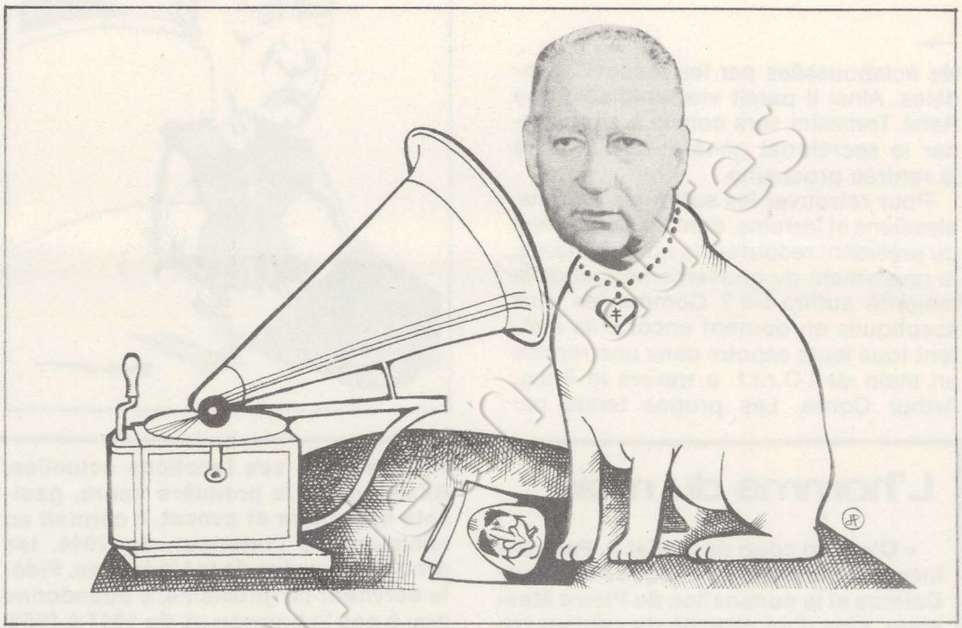
« Nous avons l'intention de répondre sèchement, durement, coup pour coup, sans rien laisser passer à nos adversaires. » C'est en ces termes que Hubert Germain a donné le ton, devant le dernier comité central de l'U.d.r., de ce que sera la campagne électorale de la majorité. Député du XIIIe arrondissement de Paris — où sa position est d'ailleurs sérieusement menacée par la gauche — président de l'Amicale parlementaire Présence et action du gaullisme, le nouveau ministre des P.t.t. incarne plus que tout autre le style du nouveau gouvernement. Sérieux, rigide, autoritaire.

Il y a tout juste un an, Hubert Germain signait, en compagnie de cinq présidents de commission de l'Assemblée nationale, un manifeste explosif qui constituait une critique en règle de l'action du gouvernement Chaban-Delmas, et de sa « politique de concertation ». Et, le 23 mai dernier, au cours du débat de politique générale, Hubert Germain lançait du haut de la tribune de l'Assemblée : « Nous attendons un chef ».

Le nouveau ministre appartient au clan des adversaires les plus résolus de Jacques Chaban-Delmas, ceux-là même qui au sein de la majorité n'ont jamais cru aux vertus du libéralisme. La brutale éviction du maire de Bordeaux, son remplacement par Pierre Messmer, c'est leur victoire. C'est la revanche des conservateurs sur les réformistes, la revanche de la droite traditionnelle sur la droite moderniste, la revanche de l'ancienne société sur la soi-disant nouvelle.

Un nouveau Couve

Ce virage n'a pas encore été perçu comme tel par l'opinion publique, qui comprend d'autant moins la signification et l'utilité du départ de Chaban-Delmas que, dès son arrivée à l'Hôtel Matignon, Messmer s'est empressé de déclarer : « Je continuerai la politique excellente de mon prédécesseur »... En outre, la désignation d'Edgar Faure à la tête d'un grand ministère des Affaires sociales fait illusion. Elle laisse croire que la politique de concertation va connaître des développements amples et inattendus. Mais, comme l'ancien président du Conseil a pris soin de préciser en s'installant dans ses nouvelles fonctions qu'il n'était pas là pour mettre en application ses idées de « nouveau contrat social », on ne voit pas très bien



à quoi il pourrait servir. Sinon à apporter, par sa seule présence, la caution libérale nécessaire au maintien d'une paix sociale relative.

En confiant un pouvoir fictif à Edgar Faure, en laissant à Valéry Giscard d'Estaing le pouvoir réel qui est le sien à la tête du ministère des Finances, Georges Pompidou met en pratique cette vieille recette de la politique qui consiste à neutraliser ses rivaux et ses alliés embarrassants en leur octroyant des postes de responsabilité. Pour effacer l'affront subi lorsque Chaban-Delmas est allé, il y a un mois, engager de son propre chef la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée, le président de la République veut restaurer le rapport de vassalité le plus absolu qui doit exister, selon lui, entre l'Elysée et Matignon. Sur ce point, il ne transige pas : l'héritage institutionnel du gaullisme doit être scrupuleusement, intégralement respecté dans la pratique. C'est pourquoi la fronde et la velléité d'indépendance de Chaban-Delmas n'ont pas été tolérées, c'est pourquoi elles ont été sanctionnées.

Le gouvernement Messmer sera donc celui de la soumission, de l'obéissance muette et absolue. En ce sens, Messmer est déjà le Couve de Pompidou.

Les services de l'Elysée se sont acharnés à convaincre les journalistes que le nouveau gouvernement n'était en aucune manière un gouvernement de transition. Mais personne ne s'y trompe. Le nouveau Premier ministre n'a aucun programme précis à proposer aux Français. Dans son allocution radiotélévisée, il s'en est tenu à des banalités du genre de celle-ci : « Je crois comme vous que notre société n'est pas parfaite, mais qu'elle est perfectible et je pense que nous devons travailler à la rendre meilleure ». Mais s'il n'a pas de programme, il a un objectif et un seul : gagner les élections.

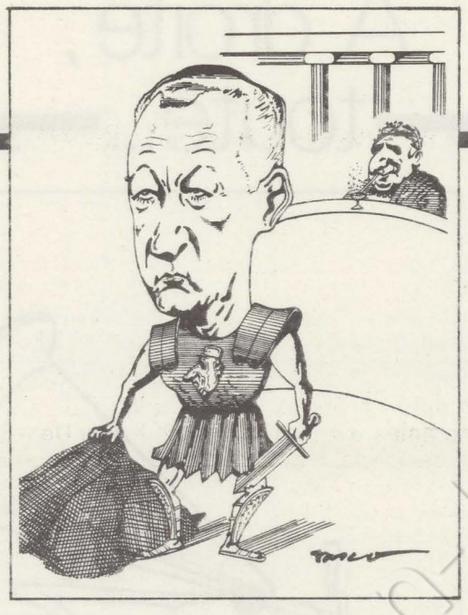
Mépris exemplaire

Pompidou est décidé à agir vite. Toutes les mesures prises depuis une semaine vont en effet dans le même sens. La création d'un ministère du Commerce et de l'Artisanat et la libération de Gérard Nicoud, la nomination de Jacques Chirac au ministère de l'Agriculture, la composition d'un gouvernement où figurent en bonne place anciens militaires, anciens coloniaux et catholiques zélés — y compris, et pour la première fois depuis la Libération, au ministère de l'Education nationale — autant d'initiatives qui visent à reconquérir l'électorat traditionnel de la droite. L'image que le Pouvoir cherche à donner de lui-même serait, somme toute, étrangement proche de celle du gouvernement de Vichy, si elle n'était corrigée et complétée par une référence obligatoire au gaullisme le plus pur.

Afin de convaincre les électeurs du sérieux de ce « retour aux sources », la présidence de la République éloigne du devant de la scène toutes les personnali-

→

A droite, toute...



→

tés éclaboussées par les récents scandales. Ainsi il paraît vraisemblable que René Tomasini sera convié à abandonner le secrétariat général de l'U.d.r. à la rentrée prochaine.

Pour retrouver les suffrages bretons, alsaciens et lorrains, dont les conseillers du président redoutent la fuite en masse, le ravalement du gouvernement et de la majorité suffira-t-il ? Comme les plus sceptiques en doutent encore, ils mettent tous leurs espoirs dans une reprise en main de l'O.r.t.f. à travers le P.d.g. Arthur Conte. Les propos tenus par Tomasini devant le dernier comité central de l'U.d.r. ne peuvent laisser aucun doute sur la réalité et la vigueur du conditionnement auquel seront soumis les Français.

Avec un mépris exemplaire des institutions parlementaires, le nouveau gouvernement a été formé au lendemain de la fin de la session de printemps. Ce n'est pas la moindre contradiction de ce régime que de manifester un si grand mépris pour le Parlement existant et de réduire toute sa politique à préparer l'élection d'un nouveau Parlement.

ANTOINE VIOLET

L'homme du mois

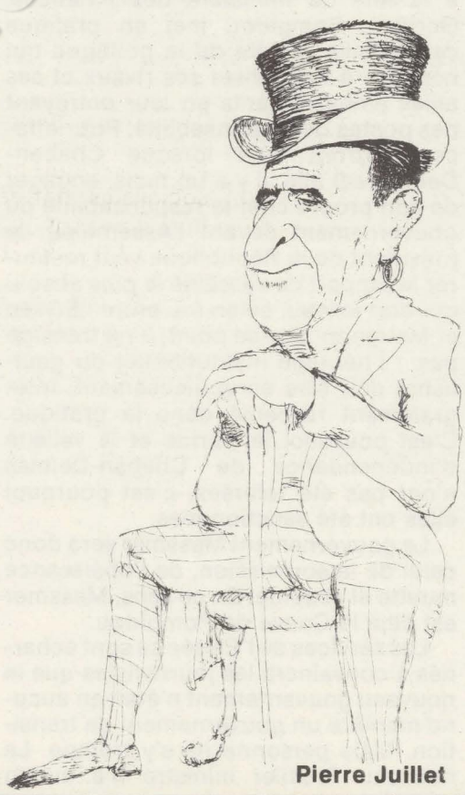
« C'est un coup de Juillet ». Pour saluer la démission de Jacques Chaban-Delmas et la nomination de Pierre Messmer, plus d'un attaché de cabinet ministériel, inquiet pour son avenir, et plus d'un journaliste ont eu, l'autre jeudi, cette réflexion. Mais qui est donc Pierre Juillet ?

Au 1er étage de l'Elysée, deux hommes se partagent la confiance de Georges Pompidou. A la droite du bureau présidentiel, dans l'ancienne salle du Conseil des ministres, Pierre Juillet. A la gauche du président, Michel Jobert, secrétaire général de la présidence de la République. Michel Jobert était favorable au maintien de Chaban-Delmas ; Pierre Juillet à son départ et à son remplacement par Messmer. Pierre Juillet a gagné.

Le rôle officiel de Pierre Juillet se résume à un titre spécialement créé pour lui : « chargé de mission auprès de la présidence de la République ». Sous ce vocable administratif, se cachent des fonctions aussi diverses que la surveillance des services secrets, l'utilisation des fonds secrets, la définition de la stratégie de la majorité, les relations occultes avec les hommes du Pouvoir et quelques enquêtes sur les scandales qui noircissent l'avenir. Pierre Juillet n'a de compte à rendre à personne, sinon au président de la République. Quelques collaborateurs de l'Elysée, trop bavards avec les journalistes, ont vite compris, après un passage dans le bureau de Pierre Juillet, l'étendue de ses attributions.

A 51 ans, la pipe éternellement coincée aux commissures des lèvres, Pierre Juillet a suivi une carrière aussi curieuse que ses fonctions actuelles. Résistant de la première heure, gaulliste historique et avocat, il connaît au ministère de l'Intérieur, en 1944, les problèmes ardus de la Libération. Fidèle serviteur du gaullisme, il abandonne peu à peu le barreau et, de 1947 à 1952, il est chargé de mission au R.p.f. pour la Creuse, la Corrèze et la Haute-Vienne. Après le 13 mai, il est pendant deux ans le chef de cabinet d'André Malraux.

Ami de longue date de Pompidou, il occupe, dès l'arrivée de celui-ci à Matignon, le poste de conseiller technique. Dilettante, ennemi des dossiers et des notes, il agit depuis son bureau du rez-de-chaussée à Matignon, dans les zones d'ombre du Pouvoir. Au grand profit du futur successeur du général de Gaulle.



Pierre Juillet

Après mai 1968, il suit Pompidou dans sa « mini-traversée du désert ». Il en profite pour devenir P.d.g. d'une société de taxis. Arrivé à l'Elysée, « Georges » — les deux hommes se tutoient — lui demande de reprendre ses fonctions. « Pierre » pose ses conditions : pas de salaire, pas d'horaires fixes. Pierre Juillet ne répond jamais au téléphone. Il tient à être libre de ses mouvements, à rejoindre quand il lui chante ses 400 moutons dans son domaine de la Creuse, à jouer les paysans de l'Elysée. Pierre Juillet fuit les journalistes et les photographes de presse. On ne lui connaît guère d'amis, guère de relations. Même si, dans la majorité, les éminences se racontent toutes qu'elles ont l'oreille de l'éminence grise de l'Elysée.

Mercredi 5 juillet, Pierre Juillet va lui-même dans l'appartement d'Edgar Faure, avenue Kléber, pour le persuader de regrouper sous son autorité les ministères sociaux. Lui que certains appelaient « Monsieur Référendum » aimerait bien ne pas rater sa seconde grande opération politique du septennat, le ministère Messmer. Il sait qu'Edgar Faure, dans son nouveau rôle — encore un — de libéral naviguant vers la droite tout en parlant à gauche, améliorera l'image de marque du nouveau gouvernement et contrebalancera, au moins sur les écrans de la télévision, le légionnaire Messmer.

NICOLAS BRIMO

Le légionnaire et le peuple

Comprenne qui pourra : c'est au nom du « retour aux sources » que Georges Pompidou a fait appel à Pierre Messmer. Mais les deux hommes à qui il confie des responsabilités décisives pour les prochains mois sont de vieux chevaux de retour, issus des profondeurs de la IVe République : Edgar Faure aux Affaires sociales, Arthur Conte à la direction de l'O.r.t.f. La nouvelle génération du gaullisme est-elle donc si démunie qu'elle ne trouve d'issue que dans l'étrange mariage de grognards obscurs, au regard obstinément tourné vers la ligne bleue de Colombey, et de demi-soldes usés à force d'avoir traîné leurs guêtres sous tous les régimes et toutes les étiquettes ?

Oui, comprenne qui pourra. Mais qu'y a-t-il à comprendre, sinon ceci : il était difficile pour Pompidou de succéder à de Gaulle. On put croire, dans les premiers mois de sa présidence, qu'il allait trouver son propre style et faire oublier l'autre. Trois ans après, son image reste floue : paysan madré, mais dont la ruse n'est pas servie par l'imagination, poseur de pièges qui lui éclatent entre les mains, voyageur de commerce que ses clients éconduisent poliment.

Sans doute a-t-on raison de dire que Messmer est aujourd'hui à Pompidou ce que Couve de Murville fut en juillet 1968 à de Gaulle. Mais Pompidou n'est pas de Gaulle et c'est toute la différence.

En fait, ce que les Français comprennent, c'est que, depuis quinze jours, l'offensive a changé de camp. L'acharnement que met la majorité à dénoncer le programme commun de la gauche et l'incroyable faiblesse des arguments qu'elle oppose à celui-ci — sur ce point, le dernier discours de Raymond Marcellin mérite de passer à la postérité — soulignent l'importance de l'événement qui s'est produit le 27 juin.

Ces gaullistes qui prétendaient souhaiter trouver en face d'eux une opposition cohérente et organisée la trouvent soudain et ils en paraissent effrayés. En toute hâte, on substitue au langage sportif le vocabulaire militaire et l'on embarque pêle-mêle, sur le bateau qui menace de faire eau, un Hubert Germain et un Arthur Conte, un Edgar Faure et un Xavier Deniau à côté de ceux qui occupaient déjà la place, mais dont on a quand même, avant de lever l'ancre, largué les plus voyants ou les plus inutiles.

La gauche, donc, peut se réjouir. Sans pour autant s'arrêter en chemin. Et le fait est qu'elle ne s'arrête pas. L'accord du 27 juin n'a pas été un aboutissement, mais un point de départ. Sa double ratification, dimanche dernier, marque le début d'une grande campagne à travers toute la France, où les socialistes n'entendent pas être moins ardents que les communistes. Et son élargissement, mercredi, par un document complémentaire précisant des points importants, aux radicaux de gauche qui ont choisi de rompre avec Servan-Schreiber accroît les chances d'entraîner derrière le programme commun de nouvelles couches sociales dont Pompidou et Messmer, en dépit de toute la démagogie à laquelle ils ne vont pas manquer de se livrer, ne sont pas en mesure de résoudre les problèmes.

La bataille décisive n'aura lieu que dans quelques mois, mais déjà les données en sont claires. D'un côté, tous ceux qui, même s'ils furent autrefois socialistes, ont lié leur sort à la perpétuation du pouvoir de l'argent. De l'autre, unis, tous ceux qui veulent changer la vie en s'attaquant, partout, à l'injustice. De grands mots ? Mais qui se traduisent, dans le programme commun, par des mesures concrètes conformes à ce qu'attend la majorité des Français.

Pour tenter de les détourner de cet espoir nouveau, il faudrait faire naître en eux ce que de Gaulle appelait « un grand dessein ». Pompidou n'a trouvé qu'un « légionnaire » et quelques politiciens sans emploi. Ce n'est pas seulement parce qu'ils pensent aux vacances que les Français ont oublié jusqu'ici de crier bravo.

CLAUDE ESTIER

Pourquoi ces nationalisations ?

« Monsieur de Rothschild m'a déclaré qu'il était désireux d'abroger la loi de 1918 sur l'exportation des capitaux pour donner aux modérés une arme contre les cartellistes si ces derniers revenaient au pouvoir. Ceux-ci pourraient être à la merci d'une panique financière. »

Dans ses « Souvenirs d'un gouverneur », Moreau relate cette conversation avec Edouard de Rothschild, qui était, à cette époque (1927), régent de la Banque de France (1). Cette anecdote comporte un enseignement : ou bien la collectivité sera maîtresse des banques, ou bien les banques seront maîtresses de l'Etat.

La nationalisation de la Banque de France et des grandes banques de dépôt, insuffisante à bien des égards, a eu le grand avantage de rendre très difficile l'organisation par les banquiers de campagnes d'affolement semblables à celle dont les radicaux ont été victimes en 1925. Mais déjà, en 1945, cette nationalisation était trop limitée, parce qu'elle a épargné les banques d'affaires, par la volonté du général de Gaulle.

Ce qui était insuffisant il y a 27 ans l'est beaucoup plus encore aujourd'hui. L'évolution de la profession bancaire, l'atténuation des différences entre banques de dépôt et banques d'affaires, la concentration des entreprises, l'extension du crédit et de la monnaie scripturale — c'est-à-dire de la monnaie créée par les banques — ont donné aux établissements financiers privés beaucoup plus d'influence et de pouvoirs que n'en avaient, avant 1945, celles des banques qui ont été nationalisées.

La Banque Rothschild est devenue banque de dépôt et possède donc le droit de « battre monnaie ». Le groupe Suez dépasse en puissance la Société générale. A cause de la force des banques et de la faiblesse des gouvernements — deux phénomènes interdépendants — la réglementation du crédit n'est pas assez efficace.

Omniprésente dans le secteur industriel et commercial, pénétrant de plus en plus dans le tertiaire — tourisme, loisirs, cliniques médicales, etc. — la Banque dirige l'économie du pays selon ses intérêts et ses conceptions, qui ne sont pas ceux des industriels et des commerçants, et encore moins ceux de la majorité des Français. De même, les grandes concentrations industrielles disposent d'un pouvoir considérable, totalement inconciliable avec la démocratie. Les populations aspirent à une autre vie. Leurs priorités ne sont pas celles de capitalistes que meuvent exclusivement la recherche de la rentabilité financière à court terme et la volonté de puissance.

Comme en 1789

Satisfaire les besoins fondamentaux, même lorsqu'ils ne s'expriment pas totalement en argent — le cadre de vie, la santé, la culture — avant de combler les caprices des consommateurs les plus solvables ; libérer les hommes des tâches mécaniques pour leur réserver progressivement les missions de conception et de création ; faire disparaître l'exploitation en commençant par changer les critères de succès et de recrutement des dirigeants : comment parvenir à tout cela sans modifier dans leurs structures mêmes les centres de décision où se rassemblent des pouvoirs exorbitants, occultes et incontrôlés ?

par Albert Gazier

A l'époque du capitalisme des petites entreprises, les oppositions d'intérêts, le jeu des prix, la concurrence limitaient dans une certaine mesure la volonté de domination des propriétaires des moyens de production. Il subsiste aujourd'hui de nombreux secteurs qui présentent ces caractéristiques. Ils sont visés par les articles du programme commun aux socialistes et aux communistes traitant des conditions de travail, des garanties et des droits des salariés, mais ils ne seront pas touchés par les nationalisations.

Dans les autres secteurs, là où règnent trusts, conglomérats et agglomérats, il s'agit de mettre un terme au conflit entre démocratie et pouvoir privé, conflit comparable à celui qui, en 1789, opposait la féodalité à la bourgeoisie. La Constitution de 1946 a d'ailleurs proclamé dans son préambule : « Tout bien, toute entreprise dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait doit devenir la propriété de la collectivité. » Et le préambule de la Constitution gaulliste de 1958 se réfère expressément à ce texte, ce que semblent oublier beaucoup de ses admirateurs inconditionnels.

Le programme commun est, au fond, une simple application de ce principe à des cas très concrets. En réalité, la controverse avec nos adversaires porte rarement sur la légitimité des nationalisations, mais le plus souvent sur leur efficacité. La question est importante et le débat peut être fructueux, puisqu'il nous permet de préciser nos conceptions.

L'Etat ne peut pas tout gérer. Son rôle est de fixer les grands objectifs dans le cadre d'une planification démocratiquement élaborée et de juger sur les résultats. En U.r.s.s., et dans les pays qui l'ont imitée, l'extrême centralisation était peut-être inévitable dans la première phase du développement, dans la phase extensive où l'on partait de très bas. Il s'agissait alors de faire face à la pénurie et à l'agression, d'équiper et de produire sans considération de coût. La centralisation bureaucratique ne convient pas à la phase intensive, où il s'agit de mieux utiliser le potentiel existant, d'économiser et de bien employer les ressources, d'entretenir le matériel et surtout d'innover afin de répondre aux désirs de consommateurs qui, sortis de la pénurie, deviennent plus exigeants. De temps en temps, la presse des pays de l'Est fait état de ces préoccupations.

Mais le système centralisateur est rigide. Il ne se laisse pas facilement modifier. Ses bénéficiaires sont puissants et ne se laissent pas facilement déposséder.

Parasitaire

En France, les problèmes à résoudre ne se posent pas dans les mêmes termes et la gauche est assez clairvoyante, les termes du programme commun socialiste-communiste le démontrent, pour ne pas s'enfermer dans des structures dont il serait malaisé de s'évader ensuite. La déviation bureaucratique sera combattue, le programme commun le souligne avec insistance, par une démocratisation décentralisée aux niveaux des régions, des communes, des secteurs d'activité et des entreprises. Par exemple, les représentants de l'Etat ne seront pas en majorité dans les conseils d'administration et le contrôle a priori sera supprimé.

Pour les mêmes raisons, la nationalisation n'entraînera pas, dans la majorité des cas, la constitution de gigantesques monopoles publics, mais laissera s'exercer une concurrence entre des entreprises publiques. Il en sera ainsi chaque fois que les bienfaits de l'émulation seront supérieurs aux inconvénients provenant des doubles emplois ou de la dispersion — banques et industrie pharmaceutique, par exemple.

Le pluralisme des formes de gestion de l'économie collective, que le programme commun prévoit expressément, entreprises nationales, régies locales, sociétés d'économie mixte, coopératives, mutuelles et — nous le souhaitons — expériences d'autogestion, permettra de dégager les formules les plus efficaces.

Toute entreprise a pour but de mettre à la disposition des utilisateurs des produits ou services dont la valeur est supérieure à celle des services ou produits consommés au cours du processus de production. Toute entreprise, publique ou privée, est nuisible et parasitaire si ce qu'elle crée ne vaut pas ce qu'elle détruit. Pour les socialistes, ces gaspillages sont particulièrement insupportables, puisqu'il s'agit en dernière analyse du travail et de la peine des hommes.

Nouvelle définition du profit

L'entreprise publique diffère de l'entreprise privée par les objectifs et les méthodes, évidemment, mais aussi par le choix des critères qui mesurent les valeurs détruites et les valeurs produites. Les critères capitalistes reposent essentiellement sur les prix et les profits. Ils sont incomplets et souvent faussés. Les prix de revient ne tiennent pas compte de tous les facteurs, des services rendus par la collectivité et des nuisances de toute sorte. Les prix de vente ne sont pas négociés, mais imposés, dans les secteurs dominés par les grandes concentrations. Ils résultent, pour une large part, des rapports de force de plus en plus défavorables aux clients, qui sont souvent de moyennes ou petites entreprises et aux consommateurs, même lorsque l'acheteur est l'Etat. Résultant de la différence entre des prix de vente et des coûts dont l'évaluation est critiquable, les profits, tels qu'ils sont actuellement calculés, ne mesurent pas valablement l'efficacité réelle des producteurs.

Les critères non capitalistes, visant à prendre en compte la totalité des coûts et des avantages, sont complexes. Ils peuvent être arbitraires s'ils ne sont pas établis avec rigueur. Les progrès de la recherche, les techniques nouvelles de rationalisation des choix apportent des éléments de solution, à condition d'éviter la facilité et le dogmatisme. Si le profit, dans sa nouvelle définition, constitue l'un des critères de la gestion, il est très différent du profit capitaliste, puisqu'il n'appartient plus à des propriétaires privés.

Renault et Citroën

Les entreprises publiques recevront une très large délégation pour atteindre les objectifs qui leur auront été fixés et qu'elles auront acceptés. La nomination démocratique des dirigeants, un style de gestion sachant entraîner l'adhésion des travailleurs de l'entreprise — stimulés par des responsabilités et par des droits nouveaux — et du public, la responsabilité de chacun rigoureusement appréciée d'après les résultats et l'encouragement à l'innovation, tels sont les éléments essentiels de ce système. Ce ne sont pas là de vaines affirmations, car nous savons bien que le succès de notre projet dépendra de la manière dont ces principes auront été respectés.

La nomination des dirigeants revêt une très grande importance. Afin d'éviter tentations et soupçons, les fonctionnaires ne pourront pas passer d'emblée de la tutelle ou du contrôle à la direction des entreprises avec lesquelles ils se trouvaient en relation, qu'elles soient publiques ou privées (2). Par ailleurs il paraît utile d'étudier des plans de carrière permettant à de mêmes personnes de passer alternativement de la fonction publique au secteur de l'économie collective, en observant la règle posée par la phrase qui précède.

De toute manière, afin de protéger l'entreprise publique contre le népotisme politique et contre l'emprise étatique, les dirigeants seront nommés par les conseils d'administration dans lesquels, rappelons-le, l'Etat ne disposera pas de la majorité.

Dans un monde en mutation rapide, dans un pays qui doit multiplier les échanges internationaux, il est indispensable de conférer aux entreprises publiques l'adaptabilité, la souplesse, la rapidité de décision que ne possèdent pas toujours les firmes privées, contrairement à une légende complaisamment répandue — en dépit de la difficile année 1971, les résultats de la Régie Renault se comparent avantageusement à ceux de Citroën.

Toutes les mesures que nous préconisons ne valent pas seulement pour les nouvelles nationalisations, mais aussi pour les anciennes, qui seront remodelées en conformité avec nos principes.

Enfin, dans les domaines où le marché joue un rôle insuffisant, il est indispensable d'organiser, d'encourager et d'aider la contestation des utilisateurs et des consommateurs.

Ainsi, les structures que la majorité de gauche organisera seront démocratiques, équilibrées, évolutives, parce qu'elles harmoniseront les fonctions du Plan, des responsables, des collectifs ouvriers et des consommateurs dans des formes diversifiées. C'est de cette manière que se créera un nouveau modèle de civilisation et que sera changée la vie.

ALBERT GAZIER

---

1) Cette citation est tirée du livre très intéressant publié en 1964 par M. Laurendon, aux éditions Sedimo, sous le titre « Psychanalyse des banques ».

2) Si le lecteur pensait ici à des personnes vivantes et à des événements récents, ce ne serait pas du tout pure coïncidence...

STATION SECURITE
Steier Pneus
213-219 avenue Jean-Lolive
93-PANTIN
844.36.80
point S
PNEUMATIQUES (°10.000 Kms)
EQUILIBRAGE - MONTAGE
FREINS-AMORTISSEURS-PHARES-
GEOMETRIE - PARALLELISME
CLE MINUTE - ACCUS
MEILLEUR ACCUEIL... REMISE DE 10 A 15 %
A TOUS LES LECTEURS DE « L'UNITE »

A l'unanimité

« Quand on adopte une politique rien n'est pire que de ne pas l'assumer. » Cette phrase de François Mitterrand au meeting de lundi soir à la Mutualité, qui a rassemblé près de 2 000 personnes, à la veille du grand départ en vacances, donne le ton de ce que sera la campagne du Parti socialiste à partir du programme commun. Les observateurs qui avaient, la veille, suivi la Convention nationale ont préféré mettre l'accent sur les difficultés surgies à propos de problèmes électoraux — et qui sont normales dans une organisation démocratique — plutôt que sur l'unanimité — à la seule exception de Max Lejeune — avec laquelle l'accord du 27 juin a été approuvé. Aucun journal n'ayant reproduit le texte de la résolution finale de la Convention, nous le publions ci-dessous intégralement.

« La Convention nationale du Parti socialiste, réunie à Paris le 9 juillet 1972, approuve l'action menée par les organismes dirigeants du Parti depuis le congrès d'Epinay. Elle approuve l'accord sur un programme de gouvernement conclu le 27 juin entre le Parti socialiste et le Parti communiste français et proposé à l'ensemble de la gauche.

« Cet accord est le résultat d'un effort persévérant des socialistes. A partir de l'union réalisée autour de François Mitterrand, candidat unique de la gauche en 1965, la constitution de la F.g.d.s., l'entente électorale de 1967 et la plateforme commune de 1968, le bilan de décembre 1970, ont été autant d'étapes pour aboutir à l'accord d'aujourd'hui. De puissants mouvements sociaux et politiques, au cours de ces dernières années, ont contribué à rendre possible la réalisation d'un accord nécessaire pour traduire les aspirations des Françaises et des Français à de profonds changements. Le congrès d'Epinay s'était prononcé pour une stratégie de rupture avec le système actuel dominé par le pouvoir de l'argent.

« En prenant cette position, le Parti affirmait hautement sa volonté de rassembler autour de lui tous ceux qui se mobilisent, chaque fois que les circonstances le leur permettent, en faveur de l'union de la gauche.

Une voie nouvelle

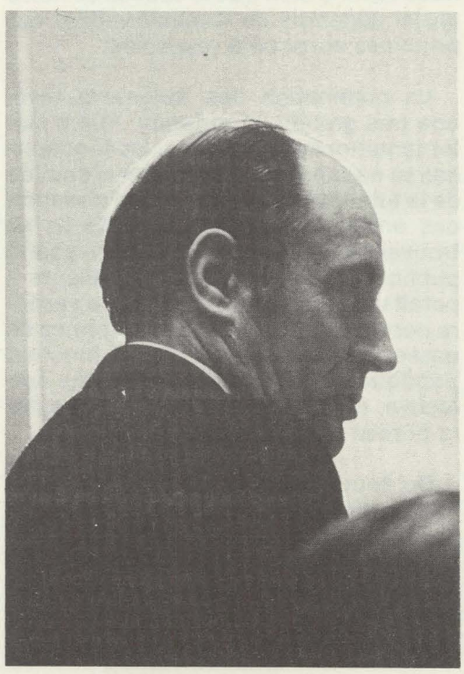
« En appliquant les décisions d'Epinay, en publiant son propre programme, en travaillant pour un programme commun, le Parti socialiste s'est fait de mieux en mieux entendre par tous ceux qui souffrent des injustices de la société actuelle, par tous les déshérités ; par tous ceux qui vivent de leur propre travail : toute la classe des salariés, ouvriers, employés et cadres, fonctionnaires et agents de l'Etat, mais aussi petits commerçants, artisans et agriculteurs.

« L'accord réalisé dans une première étape entre deux grands partis de gauche ouvre une voie nouvelle à notre peuple, celle de la démocratie socialiste.

« Face à la politique du Pouvoir actuel incapable de résoudre les inégalités sociales et régionales, miné par les contradictions d'un système capitaliste qui ne répond plus aux nécessités de notre temps, géré par un personnel politique disqualifié et qui ne reste uni que par crainte du verdict du peuple, tous les Français, tous les travailleurs, savent désormais qu'il existe une véritable politique de remplacement capable de changer leur vie.

« La situation politique en est profondément modifiée : l'ambiguïté n'est plus possible : pour ceux qui se disent « réformateurs » et qui spéculaient sur la division de la gauche, le choix est désormais entre la droite et la gauche.

« Le Pouvoir actuel tente de regrouper ses forces grâce à un replâtrage gouvernemental dans des conditions qui donnent une nouvelle preuve du mépris du chef de l'Etat à l'égard de la représentation nationale.



« A partir de l'accord du 27 juin, le Parti socialiste montrera que la société qu'il entend bâtir avec l'ensemble de la gauche est la démocratie socialiste.

« Plus que jamais, tout dépend de l'engagement réel de tous ceux qui ont intérêt aux changements définis par le programme commun : tout dépend de la capacité de la gauche, et d'abord du Parti socialiste, à lier partout la préparation des élections législatives au développement de l'action des travailleurs contre la politique du Pouvoir.

Un accord élargi

« Le Parti socialiste appelle toutes les formations, tous les groupements qui se réclament de la gauche à prendre leur place dans l'action dont l'accord du 27 juin a posé les fondements.

« C'est dans cette perspective que se situe l'accord établi sur des bases politiques claires avec les radicaux de gauche.

« Cet accord pourra être élargi, dans toute la mesure du possible, aux autres forces politiques qui accepteraient de s'engager dans l'union de la gauche.

« Poursuivant son effort de développement et d'implantation, le Parti socialiste se fixe l'objectif de présenter des candidats dans toutes les circonscriptions, à l'exception de celles où un accord national est intervenu avec d'autres formations démocratiques, notamment avec les radicaux de gauche.

« Un tel accord devra comporter : le soutien en commun dans l'ensemble du pays du programme de gouvernement, la discipline de gauche au deuxième tour et l'engagement pour les élus présentés dans le cadre de l'Union de la gauche socialiste et démocrate d'appartenir à un même groupe parlementaire.

« La Convention nationale donne mandat à la délégation constituée à Suresnes le 12 mars et qui a mené à bien l'élaboration du programme commun pour conduire et conclure dans les plus brefs délais les négociations nécessaires, en liaison avec les fédérations intéressées et en accord avec le Bureau exécutif. »

(Texte adopté à l'unanimité, moins deux abstentions.)

Et une vidéo pour Arthur !

Qui ose prétendre aujourd'hui que l'O.r.t.f. ne peut pas encore ménager des surprises ? Pourtant, on croyait avoir déjà tout vu et tout entendu. Eh bien, non !

Même si personne ne met en doute l'intense vocation du député U.d.r. des Pyrénées-Orientales — que dis-je, sa prédestination — à informer, cultiver et distraire les Français, il fallait tout de même en être averti. Georges Pompidou est donc un fin limier : lui, il savait.

Passons sur le fait, sans précédent dans l'histoire de la Radio-télévision française, que constitue la désignation au poste de président-directeur général d'un député et, qui plus est, de la majorité. Question : et « l'objectivité » que, théoriquement, le président du Conseil d'administration est chargé de faire respecter ? Réponse : aux dernières Assises nationales de l'U.d.r., à Strasbourg, Arthur Conte déclara, à propos de l'O.r.t.f. : « L'U.d.r. n'a pas les moyens d'information de sa puissance ».

Mais, au-delà du folklore scandaleux que représente cette nomination au plan de la morale politique, mettons en parallèle son aspect « farce » avec les déclarations inquiétantes du nouveau Premier ministre à propos de l'O.r.t.f. Pierre Messmer vient de dire : « Il n'est pas question de revenir sur la politique de « libéralisation » entreprise par mon prédécesseur. Il s'agit simplement de rétablir l'équilibre en faveur de la majorité au sein de l'Office. » C'est fait. Sans vergogne, on y met un député U.d.r. Mais, pour bien apprécier la menace, il faut d'abord tordre le cou une fois pour toutes au fameux mythe de la « libéralisation » — le mot lui-même est déjà un aveu.

De cette grosse finesse du précédent gouvernement propre à faire illusion auprès de certains auditeurs et spectateurs, la majorité de l'opinion ne fut jamais dupe : que Jacques Chaban-Delmas ait étroitement contrôlé l'information et les programmes télévisés, personne n'en doute aujourd'hui. Que l'idéologie dominante ait continué à couler à flots depuis 1968, c'est l'évidence. Mais que cela ait été fait plus finement et avec plus de doigté ne peut accréditer un instant l'idée qu'il y ait eu changement de nature dans le fonctionnement de l'Office. D'ailleurs, des moments-chocs sont là pour en administrer la preuve : l'interdiction de l'émission de Me Kiejmann, la suppression de la tribune Mitterrand-Marchais contre la majorité, pour ne citer que les plus récentes. Ici, la brutalité du procédé de censure est un véritable aveu.

Alors, doit-on s'émouvoir du fait qu'aujourd'hui c'est Pompidou qui reprend en main la direction des opérations ? Qu'il donnera des gages aux durs de l'U.d.r. qui rêvent la nuit de montrer leur bobine sur le petit écran pour faire bonjour à leurs électeurs défaillants ?

Pour nous, la lutte continue : pour le personnel de l'Office, une fois de plus en première ligne, comme pour les auditeurs et spectateurs auxquels on va offrir, avec tout le mépris dont est capable de la Ve République, des programmes de plus en plus médiocres.

La pseudo-réforme Malaud présente, en effet, tout un catalogue répressif qui va être très à la mode dans les mois à venir : l'article 11 du Statut limitant le droit de grève — avant qu'il soit étendu à d'autres services publics — l'abandon élargi du monopole de production, afin de faire pression sur les travailleurs de l'Office par la menace du travail « jaune », le refus de prendre en considération les revendications strictement professionnelles et qualitatives des réalisateurs, l'industrialisation de la production avec des cadences insoutenables par rapport au produit à livrer, sous couvert de « rentabilité »... Le dispositif est en place. C'est le dernier quart d'heure. Avant la mise à mort.

MAURICE SEVENO

La résistible ascension du chevalier Arthur



« Les hommes ne sont pas des héros » : cruel aveu. C'est le titre d'un livre publié en 1957 par Arthur Conte, le nouveau P.d.g. de l'O.r.t.f. Georges Pompidou avait promis aux journalistes une surprise de taille. Il a atteint son but. Personne, même par dérision ou par humour, n'aurait imaginé que le président de la République songeait à un aussi obscur député U.d.r. comme chevalier de la Maison ronde.

« Journaliste, député, ancien ministre, homme de lettres — 13 livres — directeur de société. » Tels sont les titres dont se pare Arthur Conte dans une récente notice biographique. Agé de 52 ans, il est aujourd'hui le député de l'U.d.r. de la 2e circonscription des Pyrénées-Orientales et le président-directeur général de la société de transports Henri Lacassagne — grâce à sa femme.

Affable, le verbe haut et l'accent rocailleux, Arthur Conte est de ces hommes dont on dit qu'ils ont tout fait pour réussir. Député S.f.i.o. des Pyrénées-Orientales, ex-secrétaire d'Etat de Maurice Bourgès-Maunoury, il se sent, sous la Ve République, une puissante attirance pour le gaullisme. Elle se concrétisera en 1963, avec sa démission de la S.f.i.o. Et surtout en 1968 lorsque, tirant la leçon de son échec électoral de 1967 comme « socialiste indépendant » — éliminé avec moins de 10 % des inscrits — il obtient l'investiture de l'U.d.r. Beau rétablissement, pour cet ancien partisan de « l'Algérie française » qui avait « dénoncé l'équipe d'hommes qui n'usèrent de la confiance des pieds-noirs que pour s'emparer du pouvoir ». Du coup, il va « en remettre ». Stigmatisant Mai 68, par exemple, en parlant de « manifestations inadmissiblement bourrées d'étrangers ».

Arthur Conte sera le 10e directeur général de l'O.r.t.f. depuis la Libération. Il sera surtout l'homme de l'Elysée, chargé de « remettre de l'ordre », de s'opposer aux « pressions pernicieuses » et de faire des programmes « divertissants » — ce qu'il a appelé « s'ouvrir aux forces de la joie et de la chanson », mercredi, lors d'une déclaration à la presse d'un attendrissant style de comice agricole.

Sa tâche sera ardue. Est-ce une prémonition ? Un de ses livres porte le titre : « Les oiseaux n'y savent pas chanter ».

N.B.

Une longue nuit sans lampions

Ce vendredi 14 juillet 1972, Georges Pompidou, conformément à la tradition, se livre à un des exercices obligatoires de la fonction présidentielle. Il va, en compagnie de Pierre Messmer, nouveau Premier ministre et Compagnon de la Libération, commémorer la fête nationale en assistant à un défilé militaire. En revenant de la revue, comme chantaient les supporters du général Boulanger, il aura sans doute le cœur à l'aise.

Touvier, ancien chef milicien, condamné à mort par contumace, doit l'avoir également. Pompidou l'a, comme on le sait, à tout jamais blanchi. Touvier a eu plus de chance que Robert Brasillach : il s'est mis à l'abri aux moments dangereux pour lui qui suivirent la défaite nazie. Puis, grâce notamment à de mystérieux concours qui siégeraient jusque dans l'entourage du Vatican, l'ex-chasseur de résistants a récupéré, par la grâce présidentielle, ses biens et sa fortune, démentant apparemment le proverbe selon lequel bien mal acquis ne profite jamais.

Plutôt Hitler

Ainsi vont les 14 juillet. Le 14 juillet 1944, « le Populaire » clandestin annonçait l'assassinat de Georges Mandel par la Milice. Il annonçait aussi qu'un mois avant, Roger Chapelle, 34 ans, secrétaire de la fédération clandestine du Parti socialiste de l'Aveyron, avait été exécuté. Il rappelait que ce meurtre d'un cadre du Parti venait immédiatement après ceux d'Edmond Grasset, secrétaire de la fédération de la Charente-Maritime, et de Gabriel Mouilleron, de la direction fédérale de la Meurthe-et-Moselle.

Ces 14 juillet-là avaient la couleur du sang. On les célébrait cependant, parce qu'ils étaient, avec d'autres dates — le 11 novembre, le 1er mai — une occasion de dire non à l'occupant et peut-être plus encore à ses complices français, qui, entre les deux guerres, de « Gringoire » à « Candide », de « l'Action française » au P.s.f., s'étaient présentés comme les porteurs des plus pures traditions nationales françaises. Brandissant le drapeau tricolore et le jetant à la face de la gauche, des salopards en casquette et du Front populaire « enjuivé », ils mêlaient dans un même combat des slogans aussi divers que « la France aux Français » et « Plutôt Hitler que Léon Blum ». La divine surprise de juin 1940



Nouvelle série n° 3 — Aidez nos camarades emprisonnés — 15 juillet 1942

LE POPULAIRE

ORGANE DU COMITE D'ACTION SOCIALISTE

14 JUILLET 1942 — LE PEUPLE S'EST PRONONCE

Sus aux Bastilles!
Vive la République!

Mise en garde

Nouvelle Série N° 14 — Aidez nos camarades emprisonnés — Juillet 1943

LE POPULAIRE

ORGANE DU PARTI SOCIALISTE (Edition Zone Sud)

14 JUILLET 1943. SUIVEZ AVEC DISCIPLINE....

Messages de Londres

d'André PHILIP de Félix GOUIN

...Nos cœurs ont été meurtris par l'enlèvement de votre grand Chef Léon BLUM...

Philip-Noël BAKER

Anniversaires....

.... LES MOTS D'ORDRES DE LA RADIO ANGLAISE !

N°

LE POPULAIRE

ORGANE DU PARTI SOCIALISTE — "SOCIALISME et LIBERTÉ" — Edition de la Zone Nord — 14 Juillet 1944

14 Juillet d'Espérance et de Combat!

NOTRE LUTTE

Georges Mandel assassiné

allait leur permettre, dans « l'honneur et la dignité », de frapper leur drapeau tricolore de la croix gammée. Mais comme le tricolore en avait vu d'autres, qu'il avait été aussi brandi par les fusilleurs de 1848 et de la Commune, le peuple ne s'y trompait pas. Ce drapeau redevenait le sien, lorsque les patriotes des temps de paix trouvaient chez l'ennemi la garantie de leurs intérêts. De Coblence à Vichy, la ligne avait été continue.

C'est pourquoi, dès 1941, le 14 juillet vit fleurir sur les vestons et sur les robes beaucoup de tricolore. Jean Guehenno écrivait, après ce premier 14 juillet de l'occupation et de la collaboration : « Jamais les gens ne s'étaient regardés avec tant de soin. Chacun travaillait à reconnaître les inventions des autres. Les souliers bleus, les bas blancs, la robe rouge de l'une, la veste rouge, le sac bleu, les gants blancs de l'autre. Que d'efforts dérisoires, mais non pas perdus, après tout ! Cette attention des uns aux autres finissait par créer la joie d'une communion. »

Les bals de René Clair

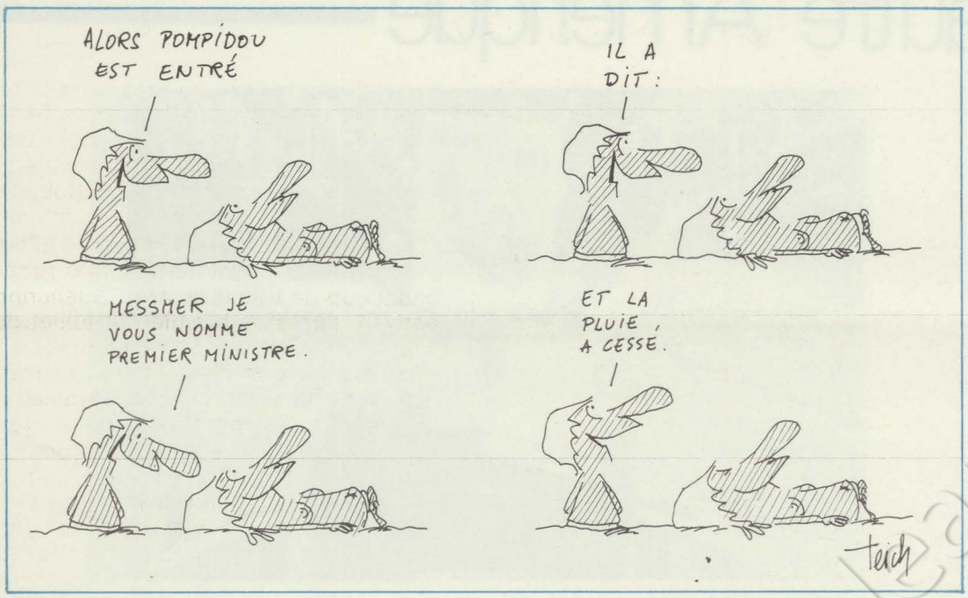
Dans son numéro du 15 juillet 1942, « le Populaire » clandestin rappelle : « Si, depuis que Raspail en avait fait la fête nationale, le 14 juillet revêtait surtout un caractère militaire et bourgeois, il reprit, grâce au fascisme naissant, toute sa signification révolutionnaire et républicaine en 1935. » Et d'évoquer l'extraordinaire manifestation du 14 juillet 1935, celle du serment du Front populaire, qui vit un million de travailleurs, de la Bastille à la Nation, acclamer leur avenir.

Ainsi, la fête des bals populaires chers à René Clair et à Marcel Carné avait retrouvé sa signification originelle. Une fois encore, le peuple et la patrie s'étaient réconciliés pour « les 14 juillet d'espérance et de combat ». Une fois encore, les socialistes étaient de cette réconciliation, « parce que c'était normal, écrit « le Populaire » clandestin, parce que notre internationalisme profond nous conduit fatalement au patriotisme, comme l'a si bien dit Jaurès. »

Il y a trente ans, le 14 juillet 1942, des centaines de milliers de Français manifestèrent ouvertement à l'intérieur de la zone dite libre et d'autres centaines de milliers, plus discrètement, dans la zone occupée. A la fin de cette semaine, pour l'immense majorité des Français de 1972, il n'y a qu'un week-end un peu plus long. Et c'est bien ainsi, puisqu'il faut y voir le signe de la paix retrouvée.

C.F.

A contre-pied



La charrette

Si le remaniement ministériel a fait quelques heureux — notamment divers députés U.d.r. promus secrétaires d'Etat — la charrette des « remerciés » a tragiquement grincé sous le poids de quelques Excellences brusquement redevenues simples citoyens. Parmi les plus atteints, l'avantageux Jacques Baumel, le suffisant Bernard Lafay, le triste Gabriel Kaspereit et le verbeux Léo Hamon, que l'on avait déjà rétrogradé quelques semaines plus tôt et qui va maintenant occuper ses loisirs à se chercher une circonscription.

Vocations lorraines

L'une des surprises du second tour des élections législatives de mars 1967 fut la victoire du maire socialiste de Lorient Yves Allainmat sur Pierre Messmer, qui était à l'époque ministre des Armées.

Celui-ci avait mené une campagne avec d'énormes moyens (invitations, réunions privées, distribution de cadeaux, etc.), en développant essentiellement le thème : « Lorient supporterait lourdement les conséquences d'un vote en faveur d'un homme de l'opposition ». Cet argument n'avait cependant pas eu l'efficacité souhaitée, puisqu'au second tour, plus du tiers des électeurs centristes avaient reporté leurs suffrages sur Allainmat, lui assurant ainsi une confortable avance.

C'est depuis ce jour que notre nouveau Premier ministre — qui est né à Vincennes — a déserté la Bretagne pour se découvrir une vocation lorraine, montrant un exemple qui a été suivi depuis...

Pas encore pour cette fois

Jean Poudevigne, secrétaire général du C.d.p. — les centristes ralliés à la majorité — vit depuis des années dans l'espoir de décrocher un portefeuille ministériel. Cette fois, il croyait bien que son tour était arrivé. Deux de ses amis devaient, en effet, quitter le gouvernement : Jacques Duhamel, en raison de son état de santé, et René Pleven, que beaucoup souhaitaient voir abandonner la Justice. Mais Pleven a exigé de demeurer à son poste et Duhamel a conservé les Affaires culturelles, tandis que le troisième ministre C.d.p., Joseph Fontanet, passait du Travail à l'Education nationale. Du coup, il n'y avait plus de place pour Poudevigne. Il attendra encore.

Le ton du commandement

Dans le long entretien qu'il a accordé à Roger Priouret pour « l'Expansion », François Mitterrand raconte comment, à partir des années qui ont suivi la Libération, il a été amené peu à peu vers le socialisme.

« Mon évolution a d'abord été sentimentale. J'ai été exaspéré par le formidable égoïsme, la formidable dureté du grand patronat. Je me souviens, par exemple, d'un incident qui m'a beaucoup touché. Quand j'étais secrétaire d'Etat à l'Information, j'ai reçu un ami qui, un jour, m'a fait rencontrer le baron Ténard. Ce dernier était, je crois, un personnage très important de Saint-Gobain ; il était aussi propriétaire du journal « le Bien public », à Dijon, et de « Paris-Centre », dans la Nièvre. Au cours de notre conversation, le ton du baron Ténard devint celui du commandement : « Voilà, vous êtes secrétaire d'Etat à l'Information, la signature dépend de vous. Votre carrière également, et vous avez quarante-huit heures. » Je ne vous parlerai pas de l'incident qui a suivi. De la brouille à mort. J'ai été froissé au plus haut point, gravement. Comment pouvait-on se permettre de parler ainsi au représentant de l'Etat ?

Peu à peu, j'ai été amené à cette conviction que le grand capital agissait en France comme en pays conquis. »

Palmarès antillais

Fort-de-France, mai 1971 : Pierre Messmer, le visage couvert d'une serviette humide pour se protéger des effluves de gaz lacrymogène, s'adresse au bon peuple martiniquais. Le ministre d'Etat chargé — depuis trois mois — des départements et territoires d'outre-mer, expose ses projets de statut « rénové ».

Pour l'occasion, les manifestations sont sévèrement réprimées. Quelles qu'elles soient : un car de gendarmerie, salué à la sortie des classes par des pieds de nez de lycéens, stoppe. Un gendarme en descend et propose : « Vous voulez un sandwich ? ». Il lance une grenade : un mort. C'est loin, la Martinique... Pour Paris, il ne s'agit que d'« incidents ».

Juillet 1972 : depuis deux mois, plus de 700 employés des Caisses de Sécurité sociale des Antilles-Guyane poursuivent une grève émaillée d'actes de répression. A Pointe-à-Pitre, Guadeloupe, une 404 administrative fonce dans un groupe de grévistes : trois blessés. Toujours des « incidents ». Décidément, le voyage antillais du ministre n'avait pas servi à grand chose.

Il faut croire que ce genre d'états de service n'empêche personne de parvenir à Matignon...

Un candidat pour l'autre Amérique

Le style et la personnalité de Georges Mc Govern auront dominé la Convention démocrate américaine, réunie à Miami Beach, dès avant le coup de théâtre de mardi, c'est-à-dire le double retrait de la course à l'investiture de ses rivaux Hubert Humphrey et Edmund Muskie. Le parti de Roosevelt et de Kennedy, déchiré par les défaites, divisé par les ambitions, endetté par les erreurs de l'appareil, a finalement succombé à l'espérance. Contre Richard Nixon, il a joué la carte de la rénovation.

Ce « new deal » d'un parti qui paraissait sombrer dans le conservatisme est, en soi, un événement. La vie politique américaine est tout aussi complexe pour un esprit européen que l'est la vie politique européenne pour un Américain. Cependant, s'opposent là comme ailleurs ceux qui sont pour le mouvement et ceux qui entendent maintenir les choses dans leur contenu essentiel. Or, depuis quelques années, les deux grands partis américains donnaient de plus en plus une image faussée de ce qu'on attendait d'eux. Lyndon Johnson avait offert le spectacle d'un homme incapable d'agir autrement que ne l'avait fait Harry Truman — la différence étant que le second ne pouvait pas être à l'aise ailleurs que dans le climat de la guerre froide, alors que le second vivait à la période du développement de la coexistence.

Le succès excuse tout

Le terne Humphrey et le tonitruant George Wallace pouvaient difficilement séduire une majorité. En tout cas, ils n'exprimaient en aucune façon le trouble d'une partie de l'Amérique, confrontée enfin aux réalités de la puissance. Un moment, on put croire en Muskie. Ses chances furent doubles : son langage faisait une part non négligeable aux aspirations nouvelles du libéralisme américain ; l'appareil du Parti misait sur lui, à la fois pour assurer la relève d'un Humphrey usé et parce qu'il subissait déjà la pression des besoins d'une bonne partie de la base démocrate. Mais le sénateur du Maine allait apprendre, aidé en cela par un caractère hésitant, qu'il est des moments où les moitiés d'attitude ne suffisent plus.

Les « primaires » ont montré qu'il existe dans le Parti démocrate une masse importante de gens pour qui la



tranquillité appartient au passé. Le mythe des grands réformateurs, ces révolutionnaires des U.s.a. du XXe siècle, a eu sa part dans ce bouleversement. S'y est ajoutée une prise de conscience de la vanité ou du danger de certains comportements américains dans un monde en pleine transformation. En outre, l'action de Richard Nixon a été sans doute une des causes du succès de Mc Govern.

Dans la même période en effet, le Parti républicain trahissait avec autant d'aisance sa réputation traditionnelle. Nixon, qui s'était montré un adjoint du président Eisenhower conforme à l'image clinique du conservatisme américain, s'est révélé l'homme des coups d'audace.

Certes, il s'est contenté, en politique intérieure, de répéter l'acquis, c'est-à-dire les thèmes sur l'égalité des droits et sur la lutte contre la pauvreté. Mais, aidé par les circonstances et par des conseillers faisant de bonnes analyses de la situation mondiale, le Président a pris une série d'initiatives — voyages à Pékin et à Moscou, dévaluation du dollar — qui, à la fois, ont une teinte « progressiste » et séduisent dans un pays qui pardonne tout à l'action et au succès. Or cette politique a été pourfendue par quelques personnalités de la vieille garde démocrate : Wallace, bien entendu, mais également Georges Meany, le leader syndicaliste, bien connu par son anticommunisme étroit et sourcilleux. Ainsi, malgré la poursuite de la guerre du Vietnam, compensée d'ailleurs par le rapatriement de 90 % des soldats américains, Nixon est apparu comme l'homme du mouvement, alors que le Parti démocrate accumulait les attitudes conservatrices.

Maximalisme à l'américaine

Un vent de révolte a voulu remettre les choses en place. Sans demi-mesure. Mc Govern, dont on ne cessera jamais de dire qu'il est depuis longtemps un vieux routier de la politique parfaitement au courant des mécanismes des appareils politiques — il fut, il y a 19 ans, le premier organisateur appointé du Parti dans son Etat — a saisi l'occasion. Il n'est pas homme à temporiser : de-



Les sénateurs Humphrey, Muskie et Mc



puis 145 ans, aucun candidat ne s'était jamais fait connaître aussi tôt qu'il le fit en mars. Les propos de ce fils de prédicateur méthodiste du Middle-West, ses affirmations simples, ont d'autant plus séduit qu'elle expriment une sorte de maximalisme à l'américaine qui a beaucoup de résonance dans des catégories importantes de la population. La jeunesse, les Noirs, les intellectuels et même une fraction des « cols bleus ». Tous ceux qui se souvenaient que Mc Govern avait été l'un des premiers à dénoncer la politique vietnamienne de la Maison Blanche, le premier sénateur à réclamer la garantie d'emploi pour tous, le champion depuis plus de 20 ans de la reconnaisance de Pékin comme seul représentant légitime de la Chine — autant de positions courageuses, car impopulaires à l'époque.

Les délégués de la Convention démocrate ont été sensibles à cette réalité nouvelle, y compris lorsqu'ils ne portaient pas en poche d'impératifs mandats pour le sénateur du Dakota. Enfin, ils se sont révoltés contre les manœuvriers des élections précédentes, rendus responsables et du choix de Johnson comme second de Kennedy, et de celui d'Humphrey. L'expulsion de la délégation de l'Illinois conduite par Richard Daley, maire de Chicago et vieux faiseur de Présidents, au profit d'une délégation conduite par le pasteur noir Jesoe Jackson, en a été la preuve la plus éclatante. Mais Muskie, en proposant la tenue d'une commission de conciliation en des termes éculés — ceux qui refuseraient cette invitation n'étaient pas dignes de la confiance de leurs supporters, ils porteraient la responsabilité de la division de la Convention — et Wallace, en attaquant vivement Mc Govern et Lawrence O'Brien, président du comité national du Parti, ont apporté involontairement leur pierre à l'édifice construit par le sénateur du Dakota.

Le Parti démocrate a donc voulu un changement. Et ce changement correspond à la volonté d'une partie du peuple américain. Il reste évidemment à prouver que cette partie est majoritaire. Là dessus, la prudence s'impose. Les plus récents sondages donnent Nixon vainqueur avec une confortable avance sur tous ses adversaires démocrates, Mc Govern compris. D'autre part ce dernier ne bénéficiait au début de la semaine, selon un sondage Gallup, que de 30 % des préférences de l'électorat démocrate, alors que Humphrey le talonnait avec 27 % et M. Wallace avec 25 %. Ce qui représente beaucoup de travail à faire pour l'emporter devant le peuple. A l'heure où ces lignes étaient écrites, le nom du candidat à la vice-présidence n'était pas connu et il n'était donc pas possible d'apprécier la première mesure prise pour renforcer les chances de victoire de toute façon accrues par la « nuit historique » du 11 juillet à Miami.

Optimisme sur le Vietnam

D'ici novembre, bien des événements peuvent se produire qui auront une influence sur le comportement de l'électorat. Si Nixon semble bien avoir été pris en flagrant délit de mensonge à la suite de son démenti des bombardements des digues au Nord-Vietnam, son action ne se ralentit pas en faveur de la cessation des hostilités : un optimisme relatif commence à l'emporter à ce sujet et les prochains jours peuvent voir des développements intéressants. Quant à la situation intérieure des Etats-Unis, le calme qui règne depuis deux ans est porté à l'actif du sortant républicain.

Il n'en reste pas moins — et c'est là l'essentiel — qu'avec la percée de George Mc Govern, plus rien n'est comme avant. Un geste politique a été accompli aux Etats-Unis qui est un avertissement pour tous les dirigeants de la plus grande puissance mondiale. Une fraction importante du peuple américain rejette l'hypocrisie d'une action qui, sous le couvert d'un vocabulaire de justice, de liberté et de paix, offre souvent les pires formes de l'oppression et du mépris des valeurs qu'elle prétend défendre. Le malaise américain est celui d'un grand peuple qui se découvre moins noble qu'il l'imaginait.

L'inconcevable maximalisme de Mc Govern aura ainsi été un révélateur des plus efficaces sur la profondeur du mouvement qui agite les Etats-Unis. Qui pourrait alors ne pas en tenir compte ? Battu ou élu en novembre prochain, Mc Govern a déjà gagné la partie. Celle qui a sans doute le plus d'importance pour l'avenir américain et, par voie de conséquence, pour un bon morceau de celui du reste du monde.

CLAUDE FUZIER



'n. George Mc Govern congratulé par les leaders noirs.

Ohayo Gozai-masu, Paris !

Si le yen et le dollar continuent leur sarabande, les marchands de tours Eiffel, les portiers de Pigalle, les p'tites dames de la nuit et les flics interprètes vont devoir se recycler. Fini l'anglais de cuisine. Périmés, les souvenirs de lycée mélangés à la méthode Assimil. Oubliée, la langue des cow-boys. Il va falloir apprendre le langage des samouraïs, apprendre à dire haï-haï (oui), moshi-moshi (allo), ohayo gozai-masu (bonjour), sayonara (au revoir), konnichi wa (comment allez-vous ?), arigatô (merci) et ikura deska (combien ?). Vaincu le péril jaune d'avant-hier, vive le pactole jaune.

Banzaï : ils sont là ! Partout. De l'Etoile à la Défense, de la Tour Eiffel à Montmartre, de Montmartre à Montparnasse, bardés de Nikon et d'optiques qui font saliver les propriétaires d'Instamatics. On en attend 200 000 cet été : deux fois plus que l'an dernier. De pied ferme. Air-France a installé à Orly des hôtesses japonaises, plusieurs compagnies étrangères ont suivi son exemple. Un grand hôtel qui vient de s'ouvrir a engagé du personnel japonais, avec un chef japonais. Il y a, avenue de l'Opéra, une boutique de la chaîne Mitsukoschi : tout le monde, sauf le gérant, y est japonais. « Ils viennent se dépayser dans une ville qui ressemble moins à New-York que Tokyo ou Osaka, nous dit Masanosuke Kuroda, guide japonais, et oublier les pancartes « Drink Coca-Cola » qui sont aussi nombreuses à Kyoto qu'à Los Angeles. »



« Ils arrivent à point pour laisser entrevoir la relève des Américains », dit un hôtelier du Palais-Royal. Car il semble que, cette année, les Américains recommencent à bouder Paris. Après avoir déserté en bloc pendant l'été 1968, ils étaient revenus. Mais, cet été, certaines agences, comme « Meet the French », sont très pessimistes : « Les années précédentes, notre clientèle augmentait environ de 60 % à 70 % par an ; l'an dernier, nous avons eu 90 % de clients en plus. Cette année, seulement 15 %. Nous avons l'impression que le marasme touristique est général. Cela tient sans doute au temps, mais aussi, évidemment, au dollar, qui est passé de 5,55 à 4,60 F ». A l'hôtel Sofitel-Bourbon, on confirme que les Américains se font plus rares. L'an dernier, l'hôtel avait reçu 350 citoyens U.s. au mois de mai. Cette année, en mai, il n'en a hébergé que 170, alors que le nombre des touristes d'autres nationalités reste stable. A la Pan Am, on se montre prudent : certes, les passagers des vols

Voile : L'argent n'a pas payé

Alain Colas, Jean-Yves Terlain et Jean-Marie Vidal. Trois Français ont gagné la course transatlantique en solitaire. N'en déplaise à Nelson, tous les Français qui pratiquent la voile ont salué leur triomphe à Newport comme la juste défaite de la marine anglaise. La « perfide Albion » ne règne plus sur les mers, ni militairement ni commercialement. Il a fallu trois Français pour qu'elle ne règne plus sur la voile.

Trêve de cocoricos. Que « Pen Duick IV » et « Vendredi 13 » soient respectivement premier ou second, importe peu. Leur victoire est surtout la victoire de bateaux révolutionnaires, de conception nouvelle dans l'architecture et la construction navale.

« Pen Duick IV », l'ancien bateau d'Eric Tabarly, aujourd'hui propriété de Colas, est un trimaran en aluminium de 20,50 m, avec un poids de 6,5 tonnes et une surface de voilure de 107 m2. Sa victoire est la preuve qu'un multicoque léger, intelligemment construit et barré, est capable de très bonnes performances par vent assez fort et mer sévère, malgré son manque de rigidité. Colas en a fait la preuve le premier.

« Vendredi 13 », le bateau de Terlain, est, lui, un monocoque classique ; 39 m de long, 35 tonnes, 3 mâts de 25 m, 3 focs baumés, 300 m2 de voilure. Sur cette gigantesque machine, un seul homme, pendant 21 jours. Terlain avait fait un pari : sous-voiler volontairement son bateau, mais profiter grâce à sa taille et à son poids, des vents forts — entre forces 5 et 8 — qui soufflent sur cette route. Seulement les vents n'ont pas été au rendez-vous et le pari ne s'est pas révélé totalement payant.

Sir Francis Chichester, malgré son obstination, et la majorité des concurrents étrangers utilisaient des bateaux de construction très classique ou des multicoques à l'architecture improvisée. Ils n'ont pas, techniquement, fait le poids. C'est cela qu'il faut retenir de la victoire des deux Français.

Mais le triomphe de Colas sur Terlain comporte aussi un aspect moral. Pour financer son bateau, (plus d'un million et demi de nouveaux francs), Terlain avait fait appel à Claude Lelouch et à sa maison de production, Les Films 13. C'était la voie de la facilité. Colas, lui, s'est endetté et a travaillé comme un forcené pour acquérir le bateau de son rêve, « Pen Duick IV ». Sa démarche est, en tout cas, plus conforme à la volonté des créateurs de la Transatlantique : voir triompher de véritables amateurs. Mais surtout il s'est entraîné, accomplissant plus de 700 miles, seul à bord, avant la course. Son obstination solitaire a été payante.

L'autre mercredi, l'escorteur français « Guépratte » (3 900 tonnes, 25 nœuds) avait laissé, après son passage sur les plages du Lavandou et de Cavalaire, un mort, une quarantaine de blessés et des milliers de francs de dégâts. Drôle de façon pour la Marine nationale de saluer à l'avance la victoire des deux Français à Newport.

N.B.



New York-Paris n'ont augmenté que de 1 % en juin — ils sont 13 600 cette année contre 13 500 l'an dernier — « mais il ne faut pas oublier que beaucoup commencent leur voyage en Europe par Londres, et que les jeunes, en général, passent par Amsterdam. »

Embuscades et alcôves

Pourquoi fuient-ils ? Il y a d'abord l'anémie du dollar, qui prive les Américains à l'étranger de leur principale force de frappe. Peut-être aussi — et cela ne concerne pas uniquement les Américains — une certaine lassitude des circuits traditionnels et des embuscades tendues à chaque coin de rue par certains hôteliers, marchands de souvenirs et restaurateurs français qui n'ont pas encore compris qu'on pouvait gagner plus en utilisant moins l'escopette. Peut-être est-ce aussi parce que les responsables du tourisme en France visent trop bas qu'ils n'atteignent pas leur but : qu'offre-t-on aux visiteurs ?

Les classiques tours de Paris : au choix, « le Paris moderne » : Champs-Elysées, Etoile — la Marseillaise à travers les vitres du car — la Concorde, 10 minutes d'arrêt, la Madeleine et les Grands Boulevards. Ou « le Paris historique » : Notre-Dame, « où Napoléon fut couronné », les Invalides, la place de la Bastille et Montmartre. Sous la conduite de guides, pourtant formés le plus souvent par le Commissariat au Tourisme, qui s'en tiennent à la grosse artillerie. Côté culturel : Paris, terre de contrastes. Côté historique : les lits et les alcôves de l'Histoire de France. Variante : les sanglantes horreurs de la Révolution française, exemple : « On a dû interrompre les exécutions sur la place de la Concorde parce que le sang engluait le pavé ». Pouah !

Il y a peut-être autre chose. Faire des milliers de kilomètres pour voir les mêmes gratte-ciel que l'on a chez soi détruisant la perspective des Invalides, défigurant l'horizon de l'Arc de Triomphe et cernant la Tour Eiffel ; traverser l'Atlantique pour contempler la voie express - rive droite, le secteur Italie et les Halles sans halles, il y a de quoi être déçu lorsqu'on est assez naïf pour croire que la France est toujours la Terre des Arts. La déception est si grande que « Time-Magazine » a même consacré, la semaine dernière, un article et six photos-couleurs au nouveau visage de Paris. « La plupart des nouveaux immeubles, écrit l'hebdomadaire américain, sont aussi dénués d'expression que les cubes d'un jeu de construction ».

Au baromètre

Heureusement, on n'a pas — pas encore — installé un drugstore dans la cour carrée du Louvre, des tapis roulants dans la nef de Notre-Dame, un parking au milieu de la place des Vosges, des pizzerias dans les hôtels du Marais, un Luna-Park à Versailles, une autoroute urbaine le long du Vert-Galant, des enseignes au néon sur la Tour Eiffel et une tour Rivoli-Tuileries. « Tout n'est pas perdu » : c'est ce que disent — mince consolation — les touristes japonais qui trouvent la voie express - rive droite bien discrète, comparée aux autoroutes géantes qui s'enchevêtrent sur des piliers de béton jusqu'au cœur de Tokyo.

C'est ce que confirment hôteliers et agences de voyages : la saison n'est pas excellente, mais, si les Américains viennent moins, l'été à Paris fait toujours recette. La Tour Eiffel, baromètre du tourisme, enregistre 306 800 entrées en juin, contre 292 500 l'an dernier à la même époque. Malgré certaines inquiétudes, ce n'est donc pas le désastre. Paris ne survit pas si mal au règne des charters qui mettent les mystères de l'Asie à la portée du technicien de l'Illinois et du marin norvégien. La légende triomphe encore de la réalité. Pour combien de temps ?

MICHELE BACKMANN

Télévision: au risque de vous plaire

Même si l'on pouvait rêver pour le président de la Communauté européenne d'un autre adversaire qu'Ambroise Roux, du C.n.p.f., la venue de Sicco Mansholt devant les caméras d'A armes égales (mardi, 20 h 40, ch. 1) sera le grand événement de cette semaine télévisée.

VENDREDI 14 JUILLET

« Rendez-vous de juillet » : Gréco et le be-bop, l'âge d'or de Saint-Germain-des-Prés chroniqué par Jacques Becker (20 h 40, ch. 1).

Du Roussillon au Mexique, en passant par Nogent et Munich, « la fête » — dans la série La qualité de la vie (21 h 30, ch. 2).

Notre collaborateur Henri-François Rey, Robert Escarpit et Pierre Schaeffer au Temps de lire (22 h 45, ch. 1).

SAMEDI 15

A Banc d'essai, « La panthère et la tortue », produit par le Gabon et l'O.r.t.f. (22 h 40, ch. 2).

DIMANCHE 16

« Quentin Durward », 2e épisode (13 h 15, ch. 1).

L'émission théâtrale Trentième consacrée aux jeunes compagnies (21 h 25, ch. 2).

Le magazine de Rossif - Chazal, Pour le cinéma (22 h 05, ch. 1).

« Orphée », le plus mystérieux des films de Cocteau, à Ciné-club (22 h 30, ch. 2).

Avignon, un magazine de Georges Fillioud et Jean Couturier (19 h 50, France-Culture).

LUNDI 17

La nostalgie des « Anciens de Saint-Loup » traduite par le film de Georges Lampin (14 h, ch. 1).

Alain Decaux raconte « la bête du Gévaudan » (22 h, ch. 2).

MERCREDI 19

« Les gladiateurs », de Delmer Daves, aux Dossiers de l'écran (20 h 30, ch. 2).

JEUDI 20

Dans la série magazine Label France : l'aérospatiale (22 h 30, ch. 1).

La France perd ses colonies

Un prieuré au milieu d'immenses champs, aux confins du Massif central. A Saint-Benoît-du-Sault, l'une des colonies de vacances de la ville de Bondy est installée là depuis 1936. Les locaux étant vite devenus insuffisants, la municipalité, dès 1947, avait adopté un plan de campagne : investissements sur 20 ans. En 1972, Saint-Benoît accueille près de 800 enfants. L'aménagement progressif de l'ancienne demeure permet de regrouper la colonie maternelle dans des locaux neufs et fonctionnels avec celle des 6 - 14 ans et le camp des pré-adolescents. Les tarifs sont établis en fonction des ressources familiales. Ils s'échelonnent de 126 à 392 F. Pour compenser la suppression de l'aide aux vacances du secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, des bourses sont attribuées par la municipalité aux familles à faibles ressources. Pour le sénateur-maire Maurice Coutrot, « en 1971, pour 336 022 F de recettes, les dépenses totales ont été de 1 086 454 F, soit un excédent de dépenses de 750 432 F. Et les orientations budgétaires du ministère de la Jeunesse et des Sports ne nous aideront pas dans notre tâche ».



Les colonies de vacances organisées par les municipalités, les comités d'entreprise ou les organismes spécialisés sont incapables, malgré les efforts de leurs gestionnaires, d'augmenter le taux des départs. Si un enfant sur deux ne part pas en vacances, c'est que le problème est avant tout social.

Bien souvent, un aller-retour chez la grand-mère ou la tante de Bretagne grève moins le budget d'une famille nombreuse ou aux revenus modestes qu'une place dans une « colo ». Pourtant, la participation financière des parents est calculée au plus juste, évaluée selon les situations, les cas sociaux pris en charge. Et, à cause de cela, les associations de la loi de 1901 et toutes les œuvres à but non lucratif rencontrent d'immenses difficultés de gestion, car elles doivent supporter la défaillance de l'Etat.

En 1936, un mot d'ordre est lancé : « Plus de vacances dans les ruisseaux ». Municipalités de gauche, paroisses et écoles laïques rivalisent de bonne volonté et de dévouement. Le succès se mesure alors aux joues rebondies des enfants.

1946 : l'Etat contribue au développement des centres de vacances. Il prend en charge 50 % des 80 francs de l'époque, coût d'une journée d'un « colon ». Ils sont 200 000 à partir. Dix ans plus tard, 1 300 000. Aujourd'hui, 1 500 000.

De l'entre-deux guerres, restent les châteaux en campagne. Propriétés parfois vétustes, ne répondant pas toujours aux normes de sécurité actuelles, elles ne peuvent accueillir un grand nombre d'enfants. A Boulogne-Billancourt, le comité d'entreprise de la Régie Renault enverra 3 100 enfants dans une vingtaine de centres. « Faute de place, on ne peut mieux faire, dit-on au comité d'entreprise. Et, faute d'argent, les plus défavorisés sont ceux dont les parents ne partent pas — pour la plupart, les enfants de travailleurs immigrés. Ceux-là resteront à Levallois, Nanterre et Boulogne. »

Prendre des kilos

Pourtant, les prix sont serrés, divisés en catégories. Les salaires non imposables bénéficient de tarifs préférentiels, de l'aide aux vacances, et de bons vacances de 70 F de la Caisse d'Allocations familiales. L'aide aux vacances pour les travailleurs imposés moins de 600 F dont les enfants quittent le département de résidence ampute le budget du comité de 83 millions anciens.

Les pédagogues, les éducateurs insistent sur l'utilité pour les jeunes de vivre en collectivité, de les « frotter » les uns aux autres, afin d'affirmer à ce contact la personnalité de chacun.

Cela implique une grande souplesse de structure : activités dirigées, mais aussi activités spontanées. Cette orientation nécessite une formation toujours plus rigoureuse de l'encadrement et le souci de répondre aux besoins d'un milieu social précis. Cette éducation nécessite une recherche constante, un travail d'équipe, hélas entravé par de nombreuses difficultés financières. Le malaise s'est installé. Le VIe Plan est loin de répondre aux espoirs formulés par les responsables.

C'est à ces nouvelles méthodes que l'on mesure à quel point la « colo de papa » est morte. Aujourd'hui, il ne s'agit plus de « faire prendre des kilos » aux enfants, mais de leur faire pratiquer des sports et des activités « impensables » pour un petit citadin, de leur apprendre à pratiquer des loisirs en commun, de leur donner le goût de la découverte. Quand donc MM. les responsables du Plan s'apercevront-ils que l'école n'est pas le seul lieu de l'éducation ?

JOSIANE BARBIER

La politique sur l'oreiller

Le pouvoir est-il au bout du fusil ? Pour répondre à la question, des kyrielles de cinéastes de tous pays ont, jusqu'à présent, usé pas mal de matière grise et de pellicule. Interrogé à son tour, le Yougoslave Dusan Makavejev paraît répondre : je ne sais pas, mais ce qui est sûr, c'est que le bonheur est au bout du phallus, et que toute société future qui l'oublierait, à l'Est ou à l'Ouest, irait à sa perte.

Qu'on n'aille pas croire, pour autant, que Makavejev, l'auteur de « Les mystères de l'organisme », fasse dans le porno intellectualisé et rêve d'être le Bénazeraf serbo-croate. Encore plus que « Une affaire de cœur », le précédent film que nous connaissions de lui, « Les mystères de l'organisme » est un film parfaitement politique. Sa référence avouée : l'œuvre d'un maître à penser — encore qu'ils refuseraient ce terme — de la plupart des jeunes contestataires du monde entier, Wilhelm Reich.

Godard, le meilleur et le pire

C'est d'ailleurs sous la forme — trompeuse — d'un reportage style télévision sur Reich que commence le film de Makavejev. Puis « Les mystères » bascule en énorme farce « illustrant Reich » et la formule « On n'a pas un corps, on est un corps ». C'est la délirante idylle entre une Yougoslave militante du « sex power », Milena, et un patineur moscovite en tournée, arrivant d'une Union soviétique que la chute de Staline n'a pas débarrassée de son fétichisme, de sa raideur et, singulièrement, de son « armure » — dirait Reich — de méfiance envers l'amour physique. C'est-à-dire envers la liberté. C'est-à-dire envers l'individu.



Le réalisateur Dusan Makavejev pendant le tournage.

Les errements, odieux ou ridicules, en tout cas aliénants, de Staline et des staliniens — qui nous valent de réjouissantes citations d'un film soviétique d'époque à la gloire du père des peuples — aussi bien que ceux d'Hitler ou même du « rêve américain » contemporain, tout cela nous menace, dit l'auteur des « Mystères de l'organisme ». Du moins tant que la Révolution politique ne s'accompagnera pas d'une Révolution morale, créant pour les individus de nouveaux rapports : « Le communisme sans l'amour libre, c'est un cimetière », dit un personnage. Makavejev ajoute : « Jusqu'à maintenant, les révolutions ont changé un seul aspect de la vie ».

Dans le film, la « libération » échoue : n'ayant pu finalement s'arracher à son conditionnement de citoyen émérite de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, le patineur tranche la tête de Milena — « chacun de nous tue ce qu'il aime... » Ce n'est pas une fatalité. Le bonheur, « l'orgasme », a ses chances contre la sclérose et « les murs qui repoussent » : la vérité finira bien par se dégager, si les expériences sont multiples et variées. Devraient-elles être qualifiées d'hérésies et taxées de confusion...

La confusion, c'est malheureusement parfois ce qui ôte de sa force aux « Mystères de l'organisme » : la surabondance est volontiers aussi dangereuse que la sclérose. Makavejev, visiblement, a beaucoup regardé Godard. Pour le meilleur et pour le pire. Ne boudons pourtant pas notre plaisir : une telle liberté de propos et un ton si personnel ne sont pas si fréquents dans le cinéma européen.

SERGE RICHARD

Au risque de vous plaire

Abattoir 5 (Georges Roy Hill) : dans la tête de Billy Pilgrim, rescapé des bombardements de Dresde en 1945, un cocktail passé-présent-futur, Pilgrim voyageant de l'une à l'autre de ces existences ; dans le nouveau film de l'auteur de « Butch Cassidy », un découpage et des développements fascinants.

L'affaire Mattei (Rosi) : le navire-amiral de la très riche production italienne des dernières années (voir le n° 21 de « l'Unité »).

La balade du bourreau (Jack Smight) : l'étonnant acteur Stacy Keach, de « Mash » et « Doc Holliday », dans un brillant film d'humour noir ; les heurs et malheurs d'un pionnier de la chaise électrique, en 1918, dans le Sud américain.

Bananas ; Prends l'oseille et tire-toi (Woody Allen) : riez à perdre Allen, un nouveau comique américain est né (voir notre précédent numéro).

Charlot soldat ; Le pèlerin ; Les temps modernes ; Les lumières de la ville ; La ruée vers l'or (Chaplin) : réédition nostalgique pour les uns, découverte pour les autres, c'est de toute façon une reprise éblouissante. Que Charlot, en 1972, fasse toujours rire ou pas, il reste à jamais l'incarnation du cinéma.

La grande illusion (Renoir) : dans une copie neuve et intégrale, la reprise sinon du meilleur, du moins du plus célèbre film du plus grand cinéaste français.

La horde sauvage (Peckinpah) : ne pas se laisser démonter par la frénésie de violence. Au-delà, il y a toute la mélancolie de la mort de l'Ouest et de la fin de l'âge des héros.

Paulina 1880 (Bertucelli) : à cause surtout d'une énorme erreur de distribution, ce film d'esthète n'aura pas sauvé la médiocre année 1972 du cinéma français — autre adaptation d'un excellent livre, **L'humeur vagabonde** (Luntz), sorti la semaine dernière, n'a rien arrangé.

Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil (Yanne) : c'est encore un peu pataud, beaucoup trop « chansonnier », mais l'agressivité réjouissante de Yanne fait du bien et promet beaucoup.

Rappel : « Coup pour coup », de Karmitz (voir « l'Unité » n° 5), « Johnny s'en va-t-en guerre », de Trumbo (n° 6), « La guerre d'Algérie », de Courrière (n° 10), « Orange mécanique », de Kubrick (n° 15), « Tout va bien », de Godard et Gorin (n° 16), « Avoir 20 ans dans les Aurès », de Vautier (n° 18), « Roma », de Fellini (n° 21).

Les requins de la Côte

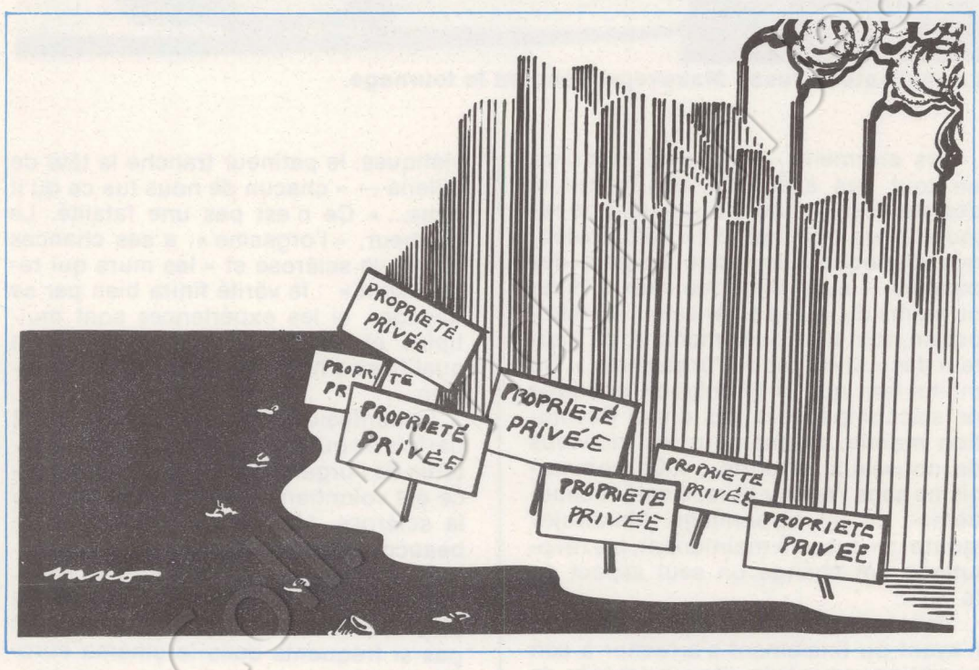
La mer, le soleil, le Sud. Pour « oublier » onze mois de travail, voilà la recette proposée. Imposée souvent : « Ne perdez pas une minute de soleil ». « Le Sud commence en France » (sic). Et voici sur les murs les photos géantes de corps bronzés éclaboussés d'eau, couleur de brioche qui a pris un coup de feu. Le résultat est connu : toutes les statistiques montrent une régression des vacances à la campagne, une stagnation des séjours à la montagne au « bénéfice » des vacances au bord de la mer et, plus précisément, de la côte d'Azur. Entre 1965 et 1968, 50 % des « journées vacances » ont été prises dans 16 départements dont un seul n'est pas côtier — la Haute-Savoie. Et les deux départements qui ont accueilli le plus grand nombre de vacanciers sont les Alpes-Maritimes et le Var. Même si vous n'aimez pas la mer, il vous faudra y aller. Pour faire comme les autres, pour montrer que l'on peut se payer de telles vacances ou, tout simplement, parce que vous aurez succombé à la publicité.

Alors, on voit des villages de 3 000 habitants devenir pour deux mois des villes de 100 000 personnes, des routes départementales « absorber » un trafic de routes nationales et des plages où il est difficile, à partir de 11 h du matin, de trouver une place pour s'étendre.

L'homme qui, au XVIIIe siècle, a « inventé la mer », le médecin anglais Richard Russel, croyait découvrir un moyen de « calmer les migraines ». Il a permis tout autre chose : les grandes invasions estivales.

L'occupation de la côte d'Azur est ancienne. La première vague vint sous le second Empire : bourgeois anglais ou parisien. Suivirent les rentiers, puis les artistes. Puis M. Tout-le-monde. Mais M. Tout-le-monde a dû camper. Les autres achetaient du « dur ».

En 1969 la côte d'Azur comportait 70 884 résidences secondaires, dont 35 269 pour le seul département des Alpes-Maritimes : 17 % du total des résidences principales. Et plus de 60 % des propriétaires sont originaires du « Nord » (43 % de Parisiens, 17 % d'étrangers). Peu à peu, la Côte est devenue une banlieue de certains arrondissements parisiens, une banlieue saturée, surpeuplée, saoule de touristes. Et les surfaces constructibles étant relativement limitées, la spéculation et les promoteurs se sont abattus sur la région. Pour la défigurer.



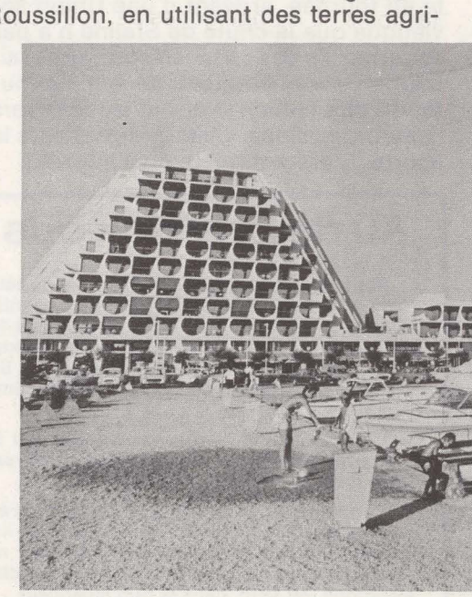
Année après année, les habitants du littoral méditerranéen ont vu construire face à la mer des immeubles de 15 à 20 étages, ont vu les plages devenir privées, ont vu l'Etat organiser, prévoir, aider le travail des promoteurs. Le mot d'ordre « tout pour le tourisme » ressemble étrangement à un glas. Car le tourisme ne peut pas régler le problème du chômage, pas plus qu'il ne peut régler celui des infrastructures, pas plus qu'il ne peut régler celui du logement. Mais il permet de mirifiques bénéfices.

C'est à la fin des années cinquante que le virage a été pris. Jusque-là, la côte d'Azur était laissée en usufruit à la bourgeoisie locale. De ces années datent les villas normandes, les faux mas, les immeubles de deux ou trois étages. Mais la mer, le soleil et le snobisme jouant, la demande s'accrut : les banques, voyant que le marché pouvait être juteux, firent des études, en « commandèrent » à l'Etat, puis « s'occupèrent » du littoral. Le résultat est à se donner des coups de tête contre les murs.

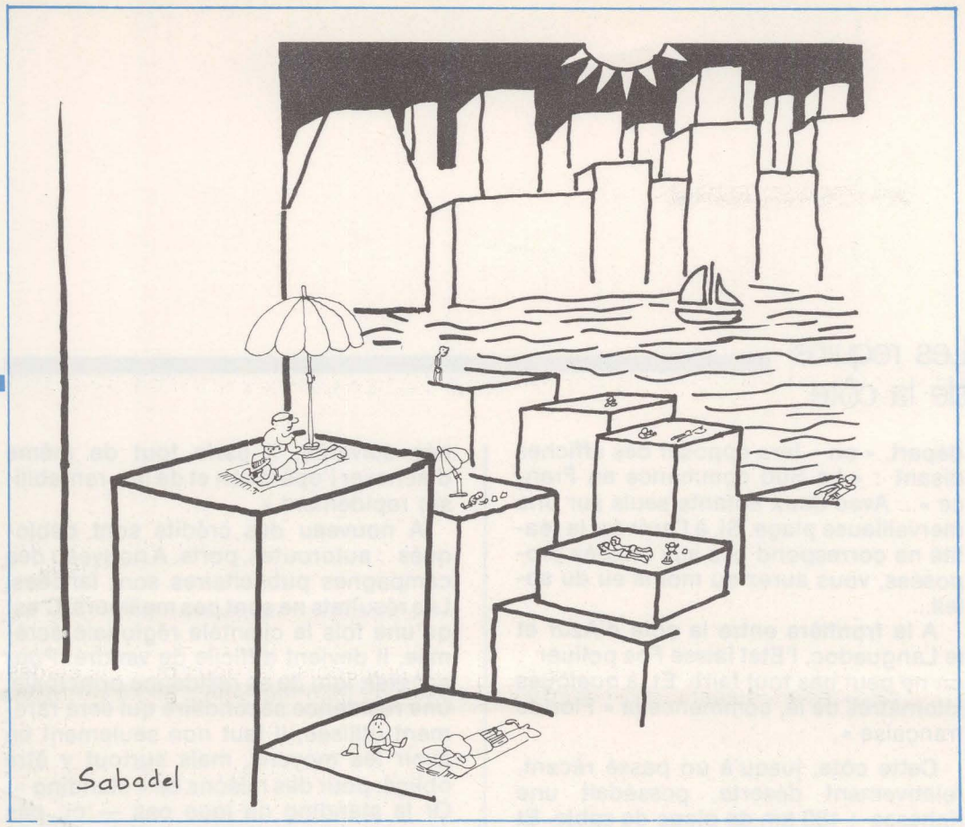
Un marché juteux

Les prévisions portèrent à la fois sur la demande en logements à vendre et sur celle des postes de bateaux à quai. Persuadés que la demande allait continuer au rythme des années précédentes, que le nombre de bateaux de plaisance allait lui aussi se développer sans coup de frein, les « spécialistes » mirent au point leur stratégie. Résultat de celle-ci : des ensembles immobiliers aujourd'hui vides parce qu'hors de prix. Des ports vides. Des campings rejetés à l'intérieur des terres. Des locations en nombre limité. Une côte merveilleuse désormais défigurée. L'accès à la mer limité pour le petit peuple des « non propriétaires ».

Sur la côte d'Azur, en construisant « sur l'eau » ; dans le Languedoc-Roussillon, en utilisant des terres agri-



La Grande Motte.



coles ou des bandes de terre comprises entre la mer et les étangs. Dans le premier cas en laissant au privé toute liberté, dans le second en aménageant le terrain pour lui aux frais de la collectivité. Dans les Alpes-Maritimes, c'est avec les ports privés que les « grandes opérations ont commencé ». Pour « faire face » au sous-équipement en ports publics on inventa les ports privés. Le premier construit, Port-Canto, à Cannes, fut mis en service en 1965.

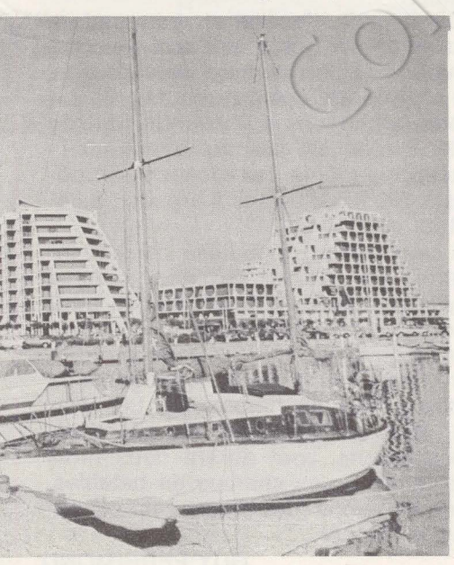
En cinq ans, 8 240 places allaient être livrées, doublant la capacité d'accueil. Les taux de remplissage allaient baisser, des ports rester vides. D'autant que le prix d'achat d'une place ou sa location sont incompatibles avec la démocratisation de la plaisance, si souvent annoncée : à Antibes, en 1970, les postes d'amarrage du port Vauban se vendaient 15 000 F pour un bateau de 4,50 m...

Or les promoteurs ne semblent pas le moins du monde genés par toutes ces places vides. Pour une raison bien simple : ces ports sont le plus souvent — pour ne pas dire toujours — des ports-prétextes, le projet ne se limitant pas aux ports, mais comprenant la construction d'immeubles d'habitation et de locaux commerciaux. Et cela au moment où le nombre d'appartements à vendre ne cesse de croître : 20 000 pour la seule bande côtière des Alpes-Maritimes. Et il n'y a pas de contradiction entre ce marasme et de tels projets : pour vendre, il faut construire sur l'eau. Car le client lointain n'accepte plus d'acheter sur la Côte s'il n'a pas l'eau à ses pieds. Les terrains n'étant pas libres, les promoteurs, sous le prétexte de créer un port, construisent des endigages et, dessus, des logements. Evidemment, ces appartements sont vendus cher. Mais enfin, pour être « entre soi » et voir la mer, « on » accepte de payer 5 000 F le mètre carré de terre gagnée sur la mer, même en sachant qu'il ne coûte que 800 F. Le tout avec la bénédiction du ministère de l'Equipement.

Grâce à l'interprétation faite par Albin Chalandon, non seulement on « casse » le paysage pour que quelques groupes financiers fassent des bénéfices fabuleux, mais, en modifiant le rivage, on détruit l'équilibre écologique de la région. Tant pis pour le poisson et les pêcheurs. Mieux, sur le plan sanitaire, on pollue tant et plus. Le « port » de Cannes-Marina, construit à Mandelieu, est une énorme excavation de 10 hectares. Une fois le « trou » rempli, on aura créé un port d'eau douce qui débouchera dans un petit fleuve, la Siagne. On peut concevoir un port d'eau douce, mais à une seule condition : que l'eau y soit renouvelée, ce qui ne sera pas le cas. Dans quelques années, le spectacle du port de Cannes-Marina risque d'être attristant...

"Engraisser" avec des cailloux

Après avoir assassiné la côte d'Azur en y édifiant des murs de béton et en y laissant les plages non privées à l'abandon, on a songé à les « engraisser » avec des cailloux. Car c'est ainsi que compte aujourd'hui le ministère de l'Equipement. Non plus en longueur de plage, mais en surface. Ainsi, on augmente la capacité « d'accueil ». Et sur les murs de Paris, pour inciter au →





Marina - Baie-des-Anges, à Cannes.

QUESTIONS D'HISTOIRE

Collection dirigée par Marc Ferro

ROBERT PARIS
Les origines du fascisme.
PIERRE RICHE
De l'éducation antique à l'éducation chevaleresque.
CLAUDE KLEIN
Weimar.
ALBERTO TENENTI
Florence à l'époque des Médicis : de la cité à l'Etat.
GUY PEDRONCINI
Les négociations secrètes pendant la Grande Guerre.
GUY BOQUET
Théâtre et société : Shakespeare.
PIERRE SORLIN
L'antisémitisme allemand.
LUCETTE VALENSI
Le Maghreb avant la prise d'Alger (1800-1830).
PIERRE DEYON
Le mercantilisme.
PIERRE SOUYRI
Le marxisme après Marx.
JEAN-JACQUES MARIE
Le trotskysme.
ANDRE NOUSCHI
Luttes pétrolières au Proche-Orient.
ROGER PORTAL
Russes et Ukrainiens.
ALICE GERARD
La révolution française, mythes et interprétations (1789-1970).
FRANÇOIS HINCKER
Les Français devant l'impôt sous l'ancien régime.*
JEANNE GAILLARD
Communes de province, Commune de Paris (1870-1871).*
DANIEL GUERIN
Rosa Luxemburg et la spontanéité révolutionnaire.*
HENRI BRUNSCHWIG
Le partage de l'Afrique noire.*
JEANNINE QUILLET
Les clefs du pouvoir au Moyen Age.*
HENRI MICHEL
Pétain, Laval, Darlan : trois politiques ? *
MARC FERRO
La révolution russe de 1917.*

le volume : 3,50 F le volume * : 7,50 F

Chaque livre comprend une bibliographie critique, un glossaire, l'historiographie de la question, une discussion des problèmes encore débattus.

FLAMMARION

départ, « on » fera apposer des affiches disant : « Le Sud commence en France »... Avec deux enfants seuls sur une merveilleuse plage. Si, à l'arrivée, la réalité ne correspond pas aux images proposées, vous aurez au moins eu du soleil...

A la frontière entre la côte d'Azur et le Languedoc, l'Etat laisse Fos polluer : on ne peut pas tout faire. Et, à quelques kilomètres de là, commence la « Floride française ».

Cette côte, jusqu'à un passé récent, relativement déserte, possédait une richesse : 180 km de plage de sable. Et du vide, de l'espace, un terrain à bas prix. Un rêve pour promoteurs. L'idée fut d'y arrêter les touristes passant par Montpellier, Sète, Béziers, Narbonne et Perpignan pour se rendre en Espagne. Lorsque le projet fut mis en chantier, les ports privés n'avaient pas encore fleuri sur la côte d'Azur. La mission Racine, partant de l'absence d'abris naturels, de la rareté des ports, du régime des vents, de l'accroissement espéré des plaisanciers, « pensa » 14 ports pouvant accueillir plus de 12 000 bateaux. Et 6 stations nouvelles. Créées de toutes pièces, sans arrière-pays. On allait faire du tourisme pour cadres, avec du sable, de l'eau, de la voile, des chevaux, une architecture parfois réussie, parfois ratée. Pas seulement pour cadres français, mais européens. Et on mit l'accent sur le béton, la construction en dur, les immeubles à étages. Il ne s'agissait pas de louer, et pour cela d'inventer des constructions plus légères, mais de vendre.

Or, entre la décision et la réalisation, les promoteurs avaient pu « accroître » la capacité d'accueil sur l'eau de la côte d'Azur et, malgré les efforts des publicitaires, la côte Languedoc-Roussillon n'arrivait pas à décoller. Les « locomotives » ne s'installaient pas. Les plages restaient les plages du presque pauvre. Le résultat n'est pas à la mesure des ambitions. Si la station de la Grande-Motte se vend, c'est parce que certains Montpelliérains vont y habiter. Celle du Cap-d'Agde doit son succès aux nudistes. Les autres ? Saint-Cyprien ? « La première tranche c'était O.k., la seconde c'est le K.o. ». Les aménageurs ne sont plus sûrs d'eux. Celle de Gruissan, près de Narbonne, est pratiquement abandonnée. Chalandon, alors ministre de l'Equipement, déclare en 1970 : « L'argent que l'Etat investit dans cette affaire serait bien mieux utilisé ailleurs. » L'année suivante, il parle tout de même d'achever l'opération et de la « rentabiliser rapidement ».

A nouveau des crédits sont débloqués : autoroutes, ports. A nouveau des campagnes publicitaires sont lancées. Les résultats ne sont pas meilleurs. C'est qu'une fois la clientèle régionale écrémée, il devient difficile de vendre. Pour acheter, loin de sa résidence principale, une résidence secondaire qui sera rarement utilisée, il faut non seulement en avoir les moyens, mais surtout y être obligé, pour des raisons de « standing ». Or le standing ne joue pas — ou pas encore — sur cette partie de la côte.

De surcroît, le parti pris de créer de toutes pièces des villes nouvelles, s'il facilite les opérations, n'enthousiasme pas les acheteurs. Il faut à ces derniers, en plus de la mer, du pittoresque, de vieux villages, des pêcheurs, des gens du cru. Des indigènes, en quelque sorte. Indigènes qu'ils ne trouvent pas dans ces stations bétonnées, aseptisées, néontisées.

180 km d'usines à bronzer

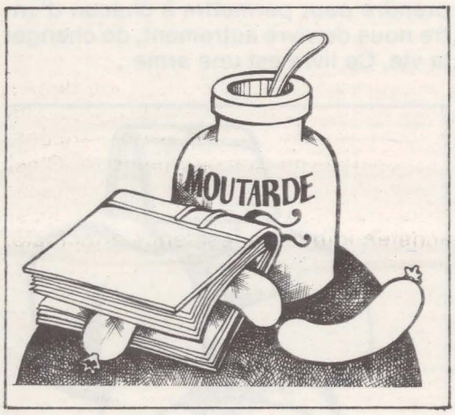
Les locations « pensées » dans le même style que la construction en dur valent cher : 1 400 F un studio en août à Port-Barcarès. Pour ceux, contraints ou grisés, qui acceptent ces prix, des organismes de crédit ont tout prévu : 400 F à la réservation, 100 F par mois à partir d'octobre. De quoi n'avoir plus de dettes l'année suivante. Et recommencer.

On le voit, l'opération Languedoc-Roussillon est loin d'être une réussite. Dans une région perclue de chômage, elle n'a apporté que des miettes. Si, sur le plan architectural, l'invention fut de règle, il n'en est pas de même sur la conception même des vacances proposées : 180 km d'usines à bronzer, à l'écart du pays vivant.

A une région dépouillée de son industrie, on a fait miroiter, comme moyen de survie, le tourisme. Et, pour accueillir les « estrangers », on a défiguré le pays, interdit les plages, multiplié le prix des terrains, des logements et des verres de limonade... Les plages, déjà souillées par les pétroliers et les égouts, vont durant deux mois ressembler à des champs de batailles. Ainsi le temps des vacances est lui aussi massacré.

GUY PERRIMOND

A glisser dans la valise



Politique, histoire

LA COMMUNE

C'est à la Commune de Paris que la collection « Liberté-Egalité-Fraternité » consacre son second volume. Un ouvrage dont la double qualité est de préserver à la fois la vigueur du témoignage et la pérennité du sens de la révolte.

Témoins, les trois co-auteurs de ce volume, le sont chacun à sa manière.

Qui, mieux que Jules Vallès — témoin direct et acteur passionné — pouvait raviver la brûlure de ces soixante douze jours de 1871 ? Jacques Vingtras, le héros de son roman « L'Insurgé », est, nous le savons, bien près d'être lui-même. C'est lui qui clôt le livre et assure l'irremplaçable contact, la connaissance par le « dedans ».

Robert Chéramy, par sa compétence d'historien et sa sensibilité socialiste, découvre, en des pages claires, les mobiles et les enseignements de ce surgissement populaire dont se réclament, depuis Lénine, tant de « Communes » de par le monde... Son étude, rigoureuse et profonde, ne peut que satisfaire les plus exigeants. « Naissance - vie - mort et survie d'une Révolution » en sont les trois parties, d'une actualité poignante.

L'opposition ouvrière domine la première de toute sa signification historique de classe. La seconde est l'histoire de l'explosion de son génie dans tous les domaines de l'organisation et de la lutte. La troisième, outre le dénouement tragique, met en valeur le poids considérable de l'héritage idéologique. Existence fulgurante et mûrie à la fois ! Révolte impitoyable et pure !

« Révolte pure », écrit Max-Pol Fouchet en sa préface. « Ce fut sa faiblesse dont elle mourut. C'est sa grandeur dont elle vit ». Homme de gauche, démocrate ardent, Max-Pol Fouchet sait, de la plume et du cœur, rallumer les paroles de Rimbaud, cet autre témoin direct. Les lignes de sa préface sont accordées au souffle du grand poète : « La liberté libre ! Nul pléonasme : elle est toujours à libérer ».

Il fallait, pour un tel sujet, un excellent ouvrage. C'est chose faite, grâce à l'initiative des éditions Martinsart.

PIERRE MAUROY

JAURES QU'ON NE POUVAIT QU'AIMER

Jaurès, c'est ce que tous les vieux socialistes savent : le courage, la générosité, la culture, l'esprit de synthèse qui lui faisait incorporer dans sa conception du socialisme les apports tant de Babeuf que de Saint-Simon et de Fourier, tant de Proudhon que de Marx — Trotski disait de lui : « C'est un éclectique de génie » — et, avant tout, le semeur d'espérance. C'est aussi — et cela on le sait moins — l'homme qui, tout en tendant la main aux radicaux fidèles à la vraie tradition républicaine, s'est efforcé au rapprochement avec les syndicalistes révolutionnaires de la C.g.t. dès le lendemain du Congrès d'Amiens, en 1906 ; c'est encore le seul peut-être parmi les leaders parlementaires qui, lors des débats coloniaux, savait apprécier et magnifier la civilisation musulmane.

Jaurès, c'est aussi, dans le livre que Jean Rabaut vient de publier à la Librairie académique Perrin, les contacts avec les intellectuels de son temps : Barrès, qui ne pouvait se défendre de l'aimer en dépit de son propre nationalisme ; Anatole France, dont il détermina l'évolution à partir de l'Affaire Dreyfus ; Jules Renard, qui professait à son endroit « une admiration attendrie » ; et même la marquise Arconsti-Visconti, républicaine et anticléricale, qui l'adorait platoniquement.

Ce « Jaurès » est le seul livre à être intégralement au courant de treize ans de travaux de la Société d'études jaurésiennes, fondée par le Pr Labrousse, Mme Yvonne Régnier-Jaurès et l'auteur de l'ouvrage. Il se lit avec la même passion qu'on a mis à l'écrire.

MILITANTS NOIRS

Avant d'être abattu lors d'une « tentative d'évasion », le militant noir américain George Jackson avait passé ses journées de détenu à travailler, sur une machine à écrire-jouet. « Devant mes yeux, la mort » (éd. Gallimard - N.r.f.) regroupe ces textes, qui complètent ses fameuses lettres de prison (« Les Frères de Soledad »). Ce sont des écrits plus élaborés, consacrés au fascisme, à la guerilla, au rôle du parti, etc. L'exacte définition par lui-même de ce qu'est « un révolutionnaire professionnel » du ghetto.

Dans la même collection Témoins, sous le titre « S'ils frappent à l'aube », une série de textes d'Angela Davis, Bobby Seale, James Baldwin, George Jackson, Huey Newton, etc. Des démarches tactiques différentes, sinon opposées, mais une même « sensibilité noire » de la politique.



Société, écologie, sciences humaines

UN VILLAGE ANGLAIS

De Roland Blythe, dans la collection Terre Humaine (Plon), un livre rigoureux comme une enquête ethnologique, riche et émouvant comme un roman : « Mémoires d'un village anglais ». La vie à Akenfield, village du Sussex.

→

A glisser dans la valise



JUSQU'OU

Une des bibles de l'écologie : « Le Jugement dernier », de Gordon Rattray Taylor (éd. Calmann-Lévy). Epuisement des ressources, explosion démographiques, pollution de l'eau, désertification des sols, Taylor ne néglige aucune des blessures que l'homme inflige à sa planète et dont il est, en retour, la victime. Face à l'étendue du désastre, une question est posée. Jusqu'où continuera-t-on : jusqu'à ce que mort s'ensuive ?



DANS LA BOITE A GANTS

Sans prétention, le « Guide de la pollution » de notre collaborateur Maurice Séveno (Editions du Palais-Royal) se veut simplement utile. Il vous permettra d'éviter le « petit coin » ou vous étiez passé, il y a cinq ou dix ans et qui était le calme et la propreté même. Aujourd'hui une cimenterie, une papeterie ou une décharge publique y sont peut-être installées ! Vite, dans la boîte à gants de votre voiture.

SEPT MILLIARDS D'HOMMES

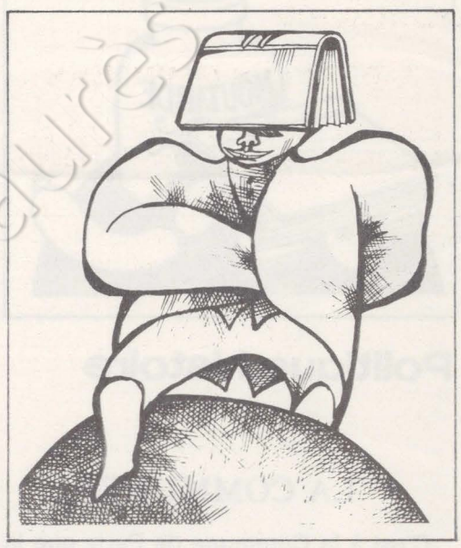
Deux plus deux ? Quatre. Quatre plus quatre ? Huit. Et trois milliards et demi plus trois milliards et demi ? Sept milliards. Et ça fait quoi, sept milliards d'hommes ? La surpopulation est un vrai problème. Depuis Malthus, c'est aussi un débat politique. Paul Ehrlich, démographe américain, a fait pour nous, dans « La bombe P » (éd. Fayard), les calculs nécessaires. Que vous passiez vos vacances sur une plage surpeuplée ou en solitaire dans le Cantal, son étude est à lire. Pour savoir à quoi risque de ressembler l'an 2000.

UN GOUT D'UTOPIE

Les débats sur la croissance, après la publication des travaux du Club de Rome, du M.i.t., et de la « Lettre » de Sicco Mansholt, sont à la mode. Une équipe d'économistes et d'écologistes anglais a tenté d'élaborer une stratégie de la reconversion en partant de l'hypothèse croissance zéro. Si parfois leur texte, « Changer ou disparaître » (éd. Fayard), a un goût d'utopie, il faut se souvenir que les premiers socialistes furent des utopistes.

UNE ARME

Peu d'ouvrages allient la lucidité politique, la rigueur d'analyse et la dénonciation passionnée de la pollution, de l'environnement actuel, de la mauvaise qualité de notre milieu de vie. Celui, chargé de faits et de chiffres, de Philippe Saint-Marc — « Socialisation de la Nature », chez Stock — est un livre révolutionnaire : en termes clairs, il propose, en les détaillant, les mesures qu'un gouvernement socialiste devra prendre pour permettre à chacun d'entre nous de vivre autrement, de changer la vie. Ce livre est une arme .



Romans

RENCONTRE AVEC UN FILS

Pendant deux mois, devant le micro d'Europe 1, Henri-François Rey avait tressé les fils du « Barbare », avec l'aide de son public. On pouvait craindre beaucoup de la transposition sur le papier. Pari gagné : devenu livre, « Le Barbare » (éd. Robert Laffont) a accentué le caractère si personnel du « ton Henri-François Rey ». Surtout lorsque s'exprime, à travers cette histoire d'une rencontre d'un homme et de son fils de 15 ans, sa révolte contre les fausses valeurs — ce qui ne surprendra pas, connaissant le chroniqueur de « l'Unité » — et la sincérité de ses angoisses, de nos angoisses.

REVER EN CEVENOL

En vacances, on n'a pas forcément envie de lit-té-ra-ture. On peut en avoir assez d'être un « Franchiman », selon Chabrol et autres Cévenols, et vouloir rêver soudain d'être planteur de poteaux pour la Létrécité (en 1930), s'appeler La Lebro et tomber follement amoureux d'une demeurée. Rêver, grâce à Jean-Pierre Chabrol, avec « Les chevaux l'aimaient » (Gallimard) dans une langue où s'enlacent tendrement l'argot, le cévenol et, bien sûr, le français.

Science-fiction, policiers

A PETITES GORGEES

« Star ou Psi de Calliopée » fut publié en 1854. C'est un roman de précurseur, de visionnaire, roman de science-fiction qui a les accents de la nouvelle Héloïse. Ici « tout est calme et volupté ». Un anti-roman de science-fiction dont il faut lire la réédition (éd. Denoël) comme on boit un verre d'eau fraîche : à petites gorgées. Interdit aux gens pressés, violents, ambitieux, réalistes. Mais si vous avez le goût du rêve...

TOUT Y EST

535 pages pour « Dune », 260 pour « Le Messie de Dune » : de quoi passer le mois. Bien sûr, il faut aimer. Les phrases longues, un monde recréé, sans rapport avec le nôtre, une religion, une Histoire, une mentalité différente. Rarement la collection « Ailleurs et demain » (éd. Robert Laffont) a aussi bien porté son titre. L'avenir et le passé, la lutte, l'écologie, la guérilla, la drogue, les armes délirantes, l'amour, l'enfance, les guerriers fidèles : tout y est.

JOURNALISTE

« Un linceul n'a pas de poches », d'Horace Mac Coy (Poche noire), c'est une fable universelle : il était une fois un journaliste qui en savait trop et qui l'écrivait. Que croyez-vous qu'il arriva ?

NEO-LORENZACCIO

« Le mytheux », de Viard et Zacharias (Carré noir), c'est Lorenzaccio, (ici Laurent Sachot), sauce U.d.r., avec une Mustang et un cousin, Alexandre Leduc, député-maire de Romainvilliers (Seine), petite ville bien connue de la banlieue parisienne. Le cousin a beaucoup d'ambition, des méthodes expéditives et des amis bien placés... Chantage, coups de poing , coups de gueule : on se croirait chez Tomasini. Edifiant.

TOUS COUPABLES

A Harlem, quand un Noir a tué, il est coupable d'un crime. Et quand il n'a pas tué, il est coupable de n'être pas coupable. Johnny, le héros de « Le pavé brûle » (Carré noir), de Richard Marsten, n'a pas tué Luis le Caraco. Donc il est coupable. C.q.f.d.

INDIC A NEW YORK

Parce qu'une minable crapule de la Petite Italie vient de mourir, l'inspecteur Milazzo met le pied dans le monde des indics et des trafiquants à la petite semaine. Autant dire sur un nid de guêpes. C'est « L'indic », de Louis Malley (Carré noir). Chantage, came et corruption à New York. Moral.

SIMENON ET JAJA

A Antibes, un Maigret plus somnolent que jamais — « Liberty Bar », Livre de poche Simenon — passe ses après-midi avec la grosse tenancière du bar, Jaja. Mais qui a tué William ? Ensoleillé.

POLICIER BERRICHON

Dans « La nuit des grands chiens malades », par A.D.G. (Série noire), des hippies et des voyous chez les paysans berrichons. Avec l'accent. Bien de chez nous.

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE
41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*50 F*	☐
normal d'un an à	*90 F*	☐
de soutien à	*100 F*	☐
de soutien à	*150 F*	☐
de soutien à	*200 F*	☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. ☐
Roland Florian Paris 14920-38

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

Aux anciens abonnés de "Dire"

Environ 2 000 anciens abonnés de la revue « Dire » avaient, par l'intermédiaire de celle-ci, souscrit un abonnement anticipé à « l'Unité », valable pour une durée de six mois. Ils ont ainsi, avec les abonnés du « Bulletin socialiste », contribué de façon efficace au démarrage de notre hebdomadaire.

Cet abonnement de six mois arrive à échéance avec le n° 26 de « l'Unité », c'est-à-dire la semaine prochaine. Les intéressés en seront d'ailleurs avisés personnellement. Nous nous permettons cependant de faire appel une fois de plus à leur fidélité pour qu'ils se réabonnent pour un an et sans tarder, afin de nous éviter des relances onéreuses.

Ces 2 000 pionniers avaient permis à la revue « Dire » de traverser une période difficile et de préparer des jours meilleurs pour la presse socialiste. En répondant au nouvel appel que nous leur lançons aujourd'hui pour « l'Unité », ils montreront leur volonté de poursuivre, avec nous, le même combat.

A l'avance, merci à tous.

Claude ESTIER

Ma part de vérité

Ni russe ni suédois

Lundi 10 juillet

Nous ne nous sommes pas donné le mot. Mais Pierre Joxe a opportunément assuré le relais de ma réponse à Jean-François Revel en écrivant pour « le Nouvel Observateur » de ce matin, sous le titre « Pourquoi nationaliser », un article clair et convaincant. Revel cède trop souvent à la facilité du péremptoire. Il tranche. Il taille. Il dicte. Pourtant, des affirmations comme celles-ci : « Nous sommes nombreux à penser qu'il faut soustraire l'économie à l'impératif exclusif du profit et la subordonner à l'intérêt collectif... mais chacun garde le droit de s'interroger sur la meilleure manière d'entreprendre cette opération... Or l'histoire économique du XXe siècle établit clairement que les nationalisations ne sont pas du tout le meilleur moyen », ou « Jusqu'à présent la nationalisation systématique d'une économie a toujours eu un impact négatif », qui, à première vue, semblent tomber d'un Sinaï où notre nouveau Moïse aurait ses petites entrées, relèvent davantage de la polémique que de la science des faits.

L'histoire économique ne démontre pas du tout que les nationalisations aient échoué. En France, où le grand capital accumule les obstacles devant les entreprises nationales dont il ne supporte l'existence qu'à contrecœur, personne ne songe à revenir sur la nationalisation du gaz, de l'électricité ou des chemins de fer, qui, tout en assurant un service public, coûtent moins cher qu'au temps où l'Etat subventionnait les compagnies privées. Dénationaliser les Postes serait faire mentir Louis XI, qui mit jadis la main dessus.

Mais un sabotage continu et subtil tend à réduire la capacité du secteur public à se développer dans des conditions normales de rentabilité. Le grand capital qui tient l'Etat s'oppose à une trop large autonomie des entreprises nationalisées qui, elles, lui échappent. Les travailleurs du secteur public pourraient être des entrepreneurs : on les transforme en bureaucrates. Impopulaire, l'étatisation sert d'arme à la classe dominante contre la nationalisation. Lorsque Renault s'affirme en mesure d'étendre son champ d'action dans des domaines liés à la construction automobile, comme le machinisme agricole, on le lui interdit et on abandonne le marché aux sociétés américaines. Grâce aux astuces de la sous-traitance, les capitaux privés se réinsèrent dans le circuit et s'emparent des zones rentables. Exemple : l'autoroute et les télécommunications. Pierre Joxe rappelle que le général de Gaulle, qui se flattait, en 1947, d'avoir nationalisé le charbon, l'électricité et le crédit, déplorait du même coup qu'on en eût, par la suite, « largement mésusé parce que les féodaux s'en étaient emparés ». Je comprends que M. Pompidou, qui descend du gaullisme par la Banque, tienne un autre langage. Mais que penser de l'abâtardissement du gaullisme orthodoxe, bouche bée devant les exploits des capitaines d'industrie !

PAR FRANÇOIS MITTERRAND

Jean-François Revel aura besoin de tout son talent pour me convaincre qu'il est scandaleux d'arracher à un homme, à une famille, à un groupe d'intérêts, les moyens de production dont ils tirent d'énormes bénéfices quand ces moyens de production commandent les secteurs-clés de l'économie, quand ils fabriquent des biens indispensables à la collectivité, quand ils vivent de l'Etat, seul fournisseur et seul client, quand ils dépendent d'un financement collectif. Il n'est, par définition, de monopole qu'après extinction de la concurrence. Ceux qui pleurent sur le sort virtuel de Saint-Gobain ou de Rhône-Poulenc devraient parfois songer aux milliers de petits et moyens entrepreneurs étranglés et finalement expropriés pour la plus grande gloire de ces trusts.

Un pouvoir socialiste rendra justice en organisant la défense du plus grand nombre contre les privilèges exorbitants de quelques-uns et en libérant la puissance publique de l'emprise de groupes de pression auprès desquels Gérard Nicoud fait figure d'aimable romantique. Jean-François Revel reproche aux nationalisations « d'enrichir les sociétés capitalistes aux frais de contribuables, en raison de la prise en charge par l'Etat, moyennant indemnisation, de gestions souvent difficiles » et il cite Marcel Dassault, qui aurait gagné quelques milliards supplémentaires lors de l'appropriation collective d'une grande partie de l'aérospatiale française. Merci pour cette bonne pensée ! Sans doute eût-il été préférable de ne pas s'arrêter en chemin et de nationaliser les profits après avoir socialisé les pertes. Mais si je concède à mon contradicteur que le gouvernement de la gauche serait sage de laisser de côté « les canards boiteux » (du moins dans la phase initiale), j'aimerais qu'il admette, en revanche, que le même gouvernement serait fou d'abandonner au grand capitalisme le monopole des industries prospères.

Au demeurant, je ne sais pas exactement de quoi parle Revel. Tantôt il borne cette condamnation aux « nationalisations systématiques ». Or, pour entrer dans sa logique, ou bien les nationalisations sont mauvaises en tant que telles et Revel doit les rejeter en bloc, ou bien elles ne deviennent mauvaises qu'en devenant systématiques et il ne s'agit plus que d'en déterminer le seuil. Exactement la thèse du Parti socialiste et ce pourquoi il a repoussé les 25 propositions communistes pour se borner aux groupes industriels que l'on sait.

En vérité, Jean-François Revel cherche à assimiler le programme commun à la démarche soviétique. Rien ne justifie cette comparaison, mais allez donc faire entendre raison à notre philosophe ! Il n'écoute que ce qui lui plait. Une étude objective du programme commun aurait dû le conduire à des conclusions contraires à celles qu'il assène aux lecteurs de « l'Express ». Entre l'expérience russe, fondée sur une collectivisation intégrale, et l'expérience suédoise, que caractérise une rigoureuse et judicieuse redistribution des revenus, se dessine l'expérience française. Jean-François Revel nous manquera beaucoup lorsqu'il s'agira de l'entreprendre. Dommage.

Imprimerie « d'HEBDO T.C. » - 76 Yvetot.